



CIPCRE

Cercle International pour la Promotion de la Création



RAPPORT D'ACTIVITES

2008

CIPCRE-CAMEROUN

B.P. 1256, BAFUSSAM
TÉL. (237) 33 44 62 67
FAX (237) 33 44 66 69
E-MAIL: CIPCRE.DG@CIPCRE.ORG

CIPCRE-BÉNIN

B.P. 287, PORTO-NOVO
TÉL (229) 20 24 72 49
FAX (229) 20 24 80 50

CIPCRE-CONSEIL & SERVICES

B.P. 15059 YAOUNDÉ
TÉL (237) 22 23 75 92
FAX (237) 22 23 75 92
E-MAIL: CIPCRE.BENIN@CIPCRE.ORG

EDITORIAL

Une autre année vient de s'écouler. Avec ses difficultés mais aussi avec son lot de satisfactions. Avec ses problèmes mais aussi avec les solutions que nous avons, au fil de nos activités au Bénin et au Cameroun, forgées. Avec aussi ses défis que nous avons su, grâce à nos bailleurs de fonds, à nos partenaires à la base, aux structures décentralisées de l'Etat et aux organisations sœurs de la société civile, relever. Avec enfin l'Arrêté N° 00160/A/MINATD/DAP/SDLP/SONG du 22 octobre 2008 qui nous accorde l'agrément au statut d'ONG.

Le présent rapport fait état de nos interventions multiformes sur le terrain et de ce que ces interventions ont produit au cours de la période de référence, en termes de résultats, compris comme produits mais aussi comme effets, directs et indirects. Il s'agit en somme, d'un cliché de notre contribution à l'amélioration du cadre et des conditions de vie de nos partenaires qui, malgré la crise économique ambiante ont, en ville comme à la campagne, dans les communautés de foi comme dans les organisations paysannes, dans les milieux scolaires comme dans les milieux non scolaires, refusé de baisser les bras.

Bonne lecture !

*Pasteur Jean Blaise Kenmogne
Directeur Général du CIPCRE*

Directeur de Publication
Pasteur Jean Blaise KENMOGNE

Rédacteur en Chef
Eugène FONSSI

Mise en ligne
Thierry NOMO

Secrétariat
Christance NEKAME

Imprimerie
Sam Commerce et Services
Tel. 77 14 04 98 Yaoundé

Ont collaboré à cette publication
- Dr KÁ MANA
- Samuel SOFFO TODJO

- Elidja ZOSSOU
- Nathalie TAMO
- Barka CHABI GUENOUFEP
- Paulin Jésus DOSSOU
- Alphonse AZÉBAZÉ
- Georges MESSE
- Mirabel LANYUY
- Arnaud FOWE
- Mathieu FOKA
- Flore DEUGOUE
- Sylvestre TSAPTI
- Jean Daniel NDÉ
- Anne Marie SOB
- Roger KOUAM
- Pascal Aimé MBOKOUOKO
- Claude NWAFO

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL

D'INTERVENTION.....p2



I - APPUI AUX INITIATIVES

LOCALES DE DEVELOPPEMENT.....p4-12



II - PROMOTION DE L'EDUCATION ECOLOGIQUE ET CITOYENNEp13-15

III - PROMOTION DE LA DYNAMIQUE FOI ET ACTION SOCIALE.....p16-18



IV - PROMOTION DE L'APPROCHE

GENRE ET DEVELOPPEMENT.....p19-21



V - COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT...p22-23

VI - PROMOTION DES TIC ET APPUIS-CONSEILS.....p24-27

VII - NOS STRATEGIES ET NOS RESSOURCES.....p28-33

POUR CONCLURE.....p34



LISTE

DES ABREVIATIONS.....p35

Le présent rapport est disponible dans toutes les Directions Nationales du CIPCRE, à la Direction Générale et au CCS. Vous pouvez également le découvrir sur notre site www.cipcre.org

CONTEXTE GENERAL D'INTERVENTION

L'année qui s'achève a été marquée au Cameroun comme au Bénin par un profond malaise aussi bien sur les plans politique, socio-économique qu'environnemental. Des solutions étatiques ont été imaginées pour faire face à cette situation. Mais dans l'ensemble, elles n'ont été ni pertinentes ni efficaces.

Sur le plan politique, la greffe démocratique dont on avait espéré tant de bonnes choses, n'a véritablement pas pris. Au Cameroun et en dépit de vives contestations de l'opposition et d'une frange importante de la population, la constitution de 1996 a été modifiée pour permettre au Président de la République de briguer un nouveau mandat à la tête de l'Etat en 2011. Au Bénin, le climat politique s'est assombri avec une contestation vigoureuse de la gestion de l'actuel président, Boni Yayi. Il lui est reproché sa tendance à confisquer le pouvoir et à l'exercer de manière solitaire. Les élections locales d'avril 2008 n'ont laissé que de mauvais souvenirs tant dans leur organisation que dans la gestion de la période postélectorale. Jusqu'aujourd'hui, certains conseils municipaux ne sont pas installés.

Sur le plan socio-économique, la défiance des investisseurs en raison du mauvais climat des affaires (cf. Doing Business, 2008) n'a pas favorisé la croissance du PIB qui s'est maintenu autour de 3,8 % au Cameroun. La corruption a continué à s'incruster dans les mœurs malgré la déferlante de l'opération Epervier. De hauts commis de l'Etat ont été pris dans la trappe sans qu'une stratégie de récupération de l'argent volé ne soit élaboré et mise en œuvre. Sur les marchés, le tourbillon de la hausse des prix n'a épargné aucun produit de première nécessité : ciment, riz, lait, sucre, savon, poisson, viande, huile ont connu des taux d'inflation record. A Yaoundé et à Douala, la démolition des habitations a émaillé la vie des quartiers défavorisés, laissant des familles entières dans la rue, sans espoir d'être recasées. Cette tension socio-économique a connu son paroxysme en février avec des émeutes de la faim qui ont secoué les principales villes du pays, y compris la capitale politique. Pour calmer le jeu, le gouvernement a procédé à l'ouverture de " magasins témoins " pour la vente de certains produits et au relèvement des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat de 15 %. Mais le mécontentement social n'a

pas pour autant baissé.

Au Bénin, la corruption, comme l'année dernière, a fait perdre au pays d'importantes devises. L'insuffisance de l'offre électrique a pesé lourdement sur la croissance. Troisième producteur de coton au Sud du Sahara derrière le Burkina et le Mali, ce pays a subi de plein fouet la crise pétrolière, la crise alimentaire mondiale provoquée par la baisse de l'offre mondiale de céréales et la crise financière internationale. Le taux d'inflation est passé de 1,3 % en 2007 à 8,3 %. Face à cette situation, l'Etat a amélioré les conditions de service et de rémunération de ses agents permanents en revalorisant de 5 % le point indiciaire et en mettant en œuvre des mesures sociales.



A la dégradation de la situation économique s'est greffée l'explosion de l'insécurité. En dépit de la rétrocession de la presqu'île de Bakassi au Cameroun, des attaques osées et meurtrières ont prospéré dans cette partie du territoire. A Limbé, on a assisté au braquage de quatre banques avec, au finish, 250 000 000 de francs emportés ; dans le Nord et l'Ouest du pays, les coupeurs de route ont sévi avec férocité. Au Bénin, des attaques à mains armées de malfrats ont fait subir aux paisibles citoyens la croix et la bannière, notamment aux usagers du marché international Dantokpa à Cotonou.

Sur le plan environnemental, l'insalubrité a continué à être le lot quotidien de nombreuses populations urbaines au Cameroun. Au Bénin, les effets des changements climatiques se sont fait ressentir durement malgré la concertation sous-régionale sur cette problématique dans l'espace CEDEAO.

C'est dans ce contexte de crise multiforme que le CIPCRE a poursuivi son action, en faveur des couches défavorisées au Cameroun et au Bénin. ■

APPUI AUX INITIATIVES LOCALES DE DEVELOPPEMENT

Dans notre approche du développement, nous donnons la priorité aux initiatives qui sont prises par les communautés à la base pour préserver leur cadre de vie ou améliorer leurs conditions d'existence. Les résultats, dans un cas comme dans l'autre, ont été, au cours de l'année de référence, à la hauteur de tous les espoirs, c'est-à-dire palpables et productifs, aussi bien au Cameroun qu'au Bénin, comme nos partenaires ont eu à nous le témoigner au cours de nos rencontres de sensibilisation, de formation et de suivi-évaluation.

Au rang des initiatives multiformes de nos partenaires, figure en bonne place la préservation de la diversité et singulièrement des plantes médicinales. Pour les y aider, nous avons organisé 6 séances de sensibilisation et 2 sessions de formation respectivement sur l'importance de la préservation et de la culture des plantes médicinales et sur les techniques de culture des plantes médicinales à Balessing, Tchoundeng, Balessing, Bandja, Foubot, Bamougoum et dans les communautés chrétiennes de la paroisse de l'EEC de Toket et de la Cathédrale de Bafoussam. Nous avons aussi apporté des appuis techniques et matériels aux partenaires à la base dans 8 localités (Foto, Bangang, Bansa, Mbouda, Galim, Bangang Fokam, Bandrefam et Bandjoun) pour la production et l'exploitation des plantes médicinales. Enfin nous avons apporté des appuis à deux paysans pilotes pour la commercialisation des produits de leurs jardins, réalisé le suivi de l'atelier d'information du personnel de santé de l'arrondissement de Bayangam, apporté un appui à l'union des GIC PEUDEH de Bamougoum pour la restitution de

la séance de sensibilisation sur la culture des plantes médicinales qui a eu lieu à Djunang et effectué une visite de l'Arboretum de l'Université des Montagnes.

Sensibilisation sur les Plantes Médicinales à Tchoundeng

Au bilan, les séances de sensibilisation ont permis de toucher 264 personnes dont 138 femmes des localités

et communautés concernées. Les 2 sessions de formation ont permis à 35 personnes dont 18 femmes et un employé de l'Université des Montagnes de renforcer leurs capacités en techniques de culture des plantes médicinales. A l'issue de leur formation, les participants ont pu produire 650 plants de diverses espèces de plantes médicinales qui serviront pour la création des jardins pilotes de multiplication dans les villages Tchoundeng et Balessing. Les participants à l'atelier de Tchoundeng, un groupe de 10 paysans dont 3 femmes de l'Union des GIC Peudeh de Bamougoum et un volontaire du corps de la paix américain ont effectué des visites d'étude dans le jardin de démonstration du CIPCRE à Bafoussam.

Appuis techniques et matériels

Les appuis techniques et matériels ont bénéficié à 51 paysans et paysannes, à 5 groupes d'initiatives communes et à une association. Les appuis matériels étaient constitués de 10 sacs de fientes de poule, 10 sacs de compost et de 720 plants de différentes espèces de plantes médicinales dont 4 nouvelles. Grâce à nos appuis techniques, 18 personnes dont 9 femmes ont renforcé leurs capacités en techniques de transplantation et d'entretien des plantes médicinales, mis en place deux jardins de multiplication des plantes médicinales d'une superficie totale de 450 m² à Tchoundeng et à Balessing et réalisé le suivi de 73 jardins de plantes médicinales. Au cours de ces visites, nous avons noté que 12 des paysans visités produisent des plants de sauge, de plantain, d'achillée et de *Prunus africana* qu'ils mettent à la disposition des autres paysans. A Bangang, un groupe de 20 personnes dont 14 femmes a créé deux jardins de plantes médicinales constitués à 60% d'espèces locales. Les appuis apportés au personnel de l'Université des Montagnes ont permis de récolter et de conditionner les tisanes et d'assurer l'entretien de l'arboretum.

Comme effets induits par les activités réalisées, un processus de signature d'une convention entre l'Université des Montagnes et le CIPCRE est en cours. La mise en relation des producteurs avec d'éventuels clients a permis au paysan pilote de Bandjoun de recevoir la visite de 9 expatriés. Ces derniers lui ont apporté un appui pour la construction d'un appartement de deux pièces pour le séchage et le conditionnement des plantes médicinales. Dans le même ordre d'idées, le paysan pilote de Bansa collabore aujourd'hui avec l'ONG CARFAD dans le domaine de la recherche sur les plantes médicinales locales ; 2 paysans de Bangang Fokam et de Bandjoun ont généré des recettes de l'ordre de 100 000 F cfa.

Comme autres effets induits, 20 nouvelles personnes dont un chef du village des localités de Makong, de Fotouli, Bangang Fokam et Bandrefam ont créé des jardins et banques de semences grâce aux plants qu'ils ont acquis chez d'autres paysans pilotes. Dans ces villages, les activités de promotion des plantes médicinales mobilisent près de 88 personnes dont 57 femmes. Au niveau de nos services, nous avons reçu la visite de 694 personnes dont 216 femmes intéressées soit par les plants, soit par les tisanes ou tout simplement par des informations en rapport avec les plantes médicinales. Ces visiteurs ont acheté au total 82 brochures, 2 220 sachets de tisanes, 2 038 plants, 273 sachets de semences et 6 fiches d'infor-

mation, achats qui nous ont permis de mobiliser une contribution pour l'apport propre du CIPCRE d'environ 3 670 000 Fcfa.

Au terme des activités menées, environ 1 070 personnes ont bénéficié de nos services dont plus de 480 femmes. Vingt (20) nouvelles personnes dont plus de 10 femmes cultivent les plantes médicinales. Nous avons poursuivi l'introduction de 4 nouvelles espèces de plantes médicinales en milieu paysan, à savoir : l'Avoine, la Violette, Stévia rebaudiana et Pita bhringaraj.

Dans le Nord-Ouest, 6 groupes d'activités ont été réalisés : les visites de planification ; l'organisation des séances de sensibilisation et d'une session de formation ; les appuis techniques et matériels à 4 groupes partenaires pour la production, le conditionnement et la commercialisation de leurs produits ; l'appui pour la création d'un nouveau jardin au profit du centre médical de Bambui et les visites de suivi dans les différents jardins de plantes médicinales. En plus, nous avons profité de nos relations avec les volontaires du Corps de la Paix pour réaliser des séances de sensibilisation sur la promotion des plantes médicinales dans les localités de Bafut et de Tubah.

Les activités réalisées ont permis de conscientiser environ 376 partenaires à la base. La séance de sensibilisation organisée à Bali, a été sollicitée par le Forum des femmes de Bali à l'occasion de la célébration de la Journée Internationale de la Femme. Comme effets directs induits, le groupe IDAAS a demandé et obtenu une session de formation sur la culture des plantes médicinales au bénéfice de 12 de ses membres dont 7 femmes. A Bafut, le volontaire du Corps de la Paix a apporté, à la demande des personnes conscientisées, un appui de 80 plants d'*Artemisia annua* qui leur ont permis de démarrer dans la localité la culture de cette plante.

Quant aux appuis matériels, 700 emballages ont été remis au groupe CIRDAF pour le conditionnement et le marketing plus de 45 kg de tisanes produits. Le groupe ATWID- Kongadzeng quant à lui, a bénéficié des appuis en fumures organiques, en rouleaux de fil barbelé et en plants. Les appuis apportés au groupe IDAAS de Mantum ont permis de mettre en place un jardin de plantes médicinales d'environ 200 m². L'appui matériel apporté pour la création d'un jardin au centre médical de Bambui, demande exprimée par le personnel de ce centre, était constitué de plants de diverses espèces de plantes médicinales. Il a permis, sous l'impulsion du Volontaire de Corps de la Paix de Tubah et de deux groupes de cultivateurs de plantes médicinales du département de la Mezam que sont PRTC-Fonta et le GIC Mascott, de mettre en place un jardin de 100 m². Ce jardin servira de support pédagogique pour la sensibilisation et la formation

des malades et des populations environnantes sur l'importance de la conservation et de la culture des plantes médicinales.

Installation d'un jardin de plantes médicinales à Mantum



Les visites de suivi nous ont permis d'échanger avec les membres des groupes ATWID de Kongadzeng, IDAAS de Mantum et CIRDAF de Fundong sur leurs activités. De ces échanges, il est ressorti que leurs jardins constituent des centres d'attraction à la fois pour les populations et pour les tradipraticiens de ces localités. Dans les 3 jardins, 190 plants de plantes médicinales ont été achetés par ces différents visiteurs qui par ailleurs nous ont adressé une quinzaine de demandes de formation. Comme autres effets induits, du fait de la mise en relation de nos partenaires avec d'autres organisations et de potentiels acheteurs des plantes médicinales, le groupe ATWID - Kongadzeng a été invité au Bénin, à Genève et en Afrique du Sud pour participer aux forums organisés par des Partenaires Internationaux. La mise en relation a également permis à nos partenaires de réaliser des ventes au niveau local et de réaliser des bénéfices de l'ordre de Fcfa 116 000.

Plantes à épices et arbres fruitiers

Nous avons organisé une session de formation à Bangang et apporté des appuis techniques et matériels aux partenaires à la base pour la production des plants dans 4 villages : Bansa, Bandjoun, Bamougoum et Bangang. La session de formation au terme de laquelle 15 membres du GIC AGROFOBA dont 12 femmes ont renforcé leurs capacités, a porté sur la récolte des marcottes. A la suite de cette formation, un appui en petit matériel de récolte des marcottes constitué de 350 sachets, d'un sécheur, d'une scie, de 4 sacs de couleur noire et de 4 sacs plastiques blancs a été apporté aux apprenant(e)s. Dans les autres sites, les appuis techniques ont permis de renforcer les capacités des pépiniéristes en techniques de production des plants (graines et marcottes) et de suivi des plants reconduits en même temps que les appuis en petit matériel constitués de 6 000 sachets, des semences de 6 espèces de plantes à épices et d'arbres fruitiers locaux leur ont permis de produire 3 750 plants. Au total, 3 sites de domestication ont bénéficié de ces appuis en petit matériel.



Femme remplissant des pots de la terre noire pour l'accueil des jeunes plants

Dans le Nord-Ouest, nous avons renforcé les capacités du groupe IDAAS de Mantum, de l'union Boh de Bali, du groupe CIRDAF de Fundong, des pépiniéristes de la communauté d'Olurunti et d'un groupe de Mbororos à produire et à commercialiser les plants d'espèces domestiquées. Nous avons ainsi organisé au bénéfice du groupe de Mbororos une session de formation en techniques de marcottage et apporté des appuis financiers et en petit matériel aux trois autres organisations pour la production des plants.

L'appui apporté au groupe IDAAS a permis de construire un châssis de multiplication par bouture des plants dans son site de domestication. Afin de valoriser les compétences endogènes et de faciliter les échanges d'expériences entre nos partenaires, nous avons, pour réaliser cette activité, fait appel à l'expertise des paysans pilotes du groupe CIRDAF de Foundong. L'appui apporté à ce groupe lui a permis de construire un châssis géant pour la rééducation des marcottes. Les appuis en petit matériel apportés à nos partenaires leur ont permis de produire 8 645 plants domestiqués de 5 espèces d'arbres fruitiers locaux et de plantes à épices. Des parcelles d'expérimentation ont été mises en place grâce aux plants produits dans le site de domestication d'Olurunti dans l'objectif d'améliorer les connaissances sur la domestication des 5 espèces. Le groupe IDAAS a démarré des essais sur la domestication de 2 espèces : le Gnetum africana, espèce de légume très appréciée et consommée dans presque toutes les régions du Cameroun et le Moringa, espèce à haute valeur médicinale. La session de formation sur le marcottage organisée au profit des communautés Mbororos de Mbam et de Bainjong à Fundong a permis de renforcer les capacités de 23 membres de ces communautés dont 65% de femmes. 165 marcottes de manguiers et de goyaviers ont été posées par ces bénéficiaires après la session. De ces marcottes, 39 ont été déjà récoltées et placées dans les châssis de rééducation. Comme effet induit, le groupe IDAAS a été retenu par la commune rurale de Bali comme potentiel prestataire de service pour la production des plants d'arbres dans le cadre du projet de protection des bassins versants du programme de développement de cette commune soutenu par GP-DERUDEP.

Production des géniteurs

Afin de résoudre le problème de dégénérescence du matériel génétique et d'améliorer la production des géniteurs dans la ferme pilote de Bafoussam, nous avons échangé 5 mâles et acheté 12 jeunes femelles. Toutes ces transactions ont été faites avec une ferme d'élevage des aulacodes à Loum dans la Province du Littoral. Ces géniteurs ont été mis en accouplement et la période probable des mises bas est prévue pour fin janvier début février 2009. L'acquisition de nouveaux géniteurs ajoutée aux mises bas qui ont eu lieu au cours de la période, a permis de réunir un cheptel de 106 sujets.

Sur 80 géniteurs planifiés, 58 dont 21 jeunes femelles ont été produits. Ce résultat a été atteint grâce à une amélioration du taux de fertilité

et du potentiel génétique des géniteurs dû à l'introduction de nouveaux sujets. En raison d'une mortalité de 15 % et des diffusions réalisées au cours de la période, le cheptel disponible à la ferme pilote s'élève à 77 sujets dont 18 femelles.

Formation et nouvelles diffusions

Les sessions de formation organisées ont permis de renforcer les capacités techniques de 18 nouvelles personnes en techniques d'élevage des aulacodes. De ces potentiels éleveurs, 9 ont été formés à la ferme pilote de Bafoussam tandis que 9 autres ont été formés par les formateurs endogènes.

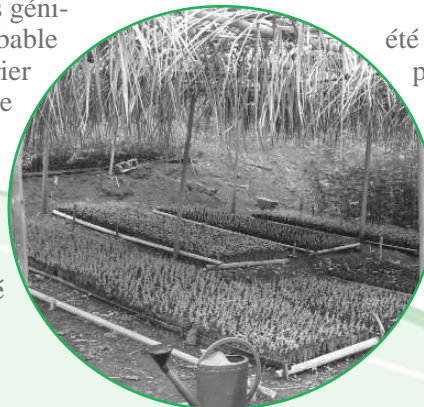
Les formateurs endogènes sont des anciens éleveurs qui ont acquis une bonne expérience en élevage des aulacodes et qui ont prouvé leur volonté à partager leurs expériences avec de nouvelles personnes intéressées par l'activité. C'est dans le but de renforcer les capacités de ces formateurs qu'un atelier de perfectionnement a été organisé à la ferme pilote de Bafoussam. Douze (12) éleveurs dont 3 femmes y ont participé. A la suite des modules sur les aspects théoriques de l'élevage des aulacodes et les techniques d'animation, les autres modules ont donné l'occasion aux 12 participant(e)s d'échanger en ateliers sur leurs expériences.

Au terme de cet atelier, un canevas de formation et de suivi des élevages a été mis à leur disposition pour les aider à mieux jouer leur rôle de formateurs endogènes. L'atelier a permis de mettre en évidence les innovations développées par les éleveurs à savoir l'utilisation des matériaux locaux pour réduire le coût des logements et la récupération de certains résidus agricoles qui réduit la pénibilité de la récolte du fourrage. En vue de la commercialisation des produits de la ferme, les participants ont envisagé de renforcer leurs capacités en techniques de fumage et convenu de la création d'un réseau des éleveurs et des distributeurs des aulacodes dans la province de l'ouest.

Pendant la période de référence, 29 nouveaux aulacodiculteurs ont été installés. Des 29 éleveurs, 19 se sont approvisionnés en géniteurs à la ferme pilote de Bafoussam et 10 autres ont été servis par les formateurs endogènes. Ces nouvelles diffusions ont permis d'augmenter de 106 sujets le nombre d'animaux déjà vulgarisé sur le terrain. Au total, 29 nouveaux éleveurs ont été installés.

Lutte contre le déboisement

Deux sessions de formation ont été organisées sur les techniques de production des plants d'arbres et sur la gestion intégrée des forêts communautaires respectivement à Bandja et Bandrefam. Des appuis techniques et matériels ont été apportés à six groupes de pépiniéristes de Bati, de Bahouan, de Bansa, de



Bamougoum, de Bangang et de Bamendjing. Un atelier de sensibilisation sur l'importance du reboisement a été organisé. Des appuis techniques et matériels ont été apportés pour la plantation des arbres par les chrétiens des paroisses de l'Eglise Evangélique du Cameroun (EEC) de Toket et de Presbyterian Church in Cameroon (PCC) de Banengo. Pour le

même objectif, des appuis ont été également apportés aux populations de 10 villages de la province :
 B a b e t é ,
 B a n g a n g t é ,
 B a n d r e f a m ,
 B a n d j o u n ,
 B a n d j a ,
 F o n a k e u k e ,
 B a m o u g o u m ,
 B a m e k a , B a l e s s i n g e t
 B a h o u a n .



Appui technique et matériel à la pépinière de Bamougoum

Au terme des deux sessions de formation, 48 personnes dont 19 femmes ont renforcé leurs capacités en techniques de production des plants à racines nues et en techniques d'intégration et de gestion des arbres dans les systèmes d'exploitation agricoles. Les appuis matériels apportés aux pépiniéristes de Bansa, de Bahouan et de Bamougoum étaient constitués de 23 600 sachets, de fûts de 200 litres pour les réserves d'eau d'arrosage en saison sèche, des brouettes, de sacs de compost, des semences de cyprès et des semences pour la production des porte-greffes. Quant aux appuis techniques, ils ont consisté en l'accompagnement des pépiniéristes pour l'installation des germoirs, la transplantation des jeunes plants, la production des porte-greffes d'avocatiers et manguiers, la conduite des plants reconduits en saison sèche et l'entretien des pépinières. Au terme de la période, tous ces appuis ont permis aux 6 groupes de pépiniéristes de produire au total 19 270 plants d'arbres d'espèces diverses.

La séance de sensibilisation sur l'importance du reboisement organisée à Lafié a connu la participation de 29 personnes dont 25 femmes. Des thèmes tels que l'importance des produits autres que le bois dans l'économie familiale et la contribution des parcelles boisées dans la lutte contre les changements climatiques ont été traités. A la fin de cet atelier, 155 arbres fruitiers ont été plantés par les participants. En plus des 155 arbres fruitiers, environ 16 750 autres arbres ont été plantés dans les communautés qui en ont exprimé le besoin.



Dans le Nord-Ouest, nous avons apporté des appuis techniques, matériels et financiers pour la production des plants et l'organisation de 3 campagnes de plantation d'arbres dans les localités de Tudig, de Gonefun, Fundong, Mantum, Mbuandoboh, Fundong et de Ngondzen. Nous avons également organisé et suivi une session de formation sur la gestion intégrée des feux de brousse au profit des populations de la localité de Mbuandoboh.

Les pépiniéristes de Fundong, de Tudig et de Gonefun ont bénéficié des sachets en polyéthylène et des semences de *Prunus africana*. Pour ce qui est de la localité de Mbuandoboh, un appui financier a été apporté au Comité de gestion de la forêt communautaire conformément aux termes du protocole de collaboration signé avec cette communauté. Dans cette localité, une nouvelle pépinière a été créée dans la forêt communautaire, ceci afin de réduire la charge de travail liée au transport des plants au moment de la transplantation. Comme résultats atteints, 17 000 plants ont été produits dans les différentes pépinières. Le groupe CIRDAF a gagné un contrat pour la production de 40 000 plants de bananier plantain pour une valeur de 9 000 000 F CFA. Ce même groupe a vendu 3 600 plants de prunus pour un revenu de 1 080 000 FCFA.

Au cours des trois campagnes de plantation d'arbres organisées, 1 643 arbres ont été plantés dont 107 à Bali, 475 à Ngondzeng, 561 à Mbuandoboh et 500 à Mantum. A Bali, l'objectif de la plantation est d'améliorer la production du miel dans le rucher de l'orphelinat de Bossa. A Ngondzeng, la campagne de plantation d'arbres a connu la participation de 130 personnes dont 30 femmes et de nombreux jeunes scolaires. Ces arbres ont été plantés dans l'objectif de protéger le bassin de captage de la source d'eau qui ravitaille la localité de Ngondzeng. Dans la localité de Mantum, 500 plants de *Calliandra sp* ont été plantés pour installer une haie vive dans le site de domestication du groupe IDAAS.

La session de formation sur la gestion intégrée des feux de brousse, a permis de renforcer les capacités de 22 personnes dont 6 femmes de la communauté de Mbuandoboh sur les différentes stratégies de gestion des feux de brousse. La visite de suivi de cette session formation a permis de noter que les membres du comité de gestion de la forêt communautaire ont engagé une campagne de sensibilisation des agriculteurs et des éleveurs riverains de cette forêt. Comme premiers résultats de cette campagne, le taux de réussite des arbres plantés l'année passée est de 85 %. Sous l'impulsion du comité de gestion et des membres du groupe Nyuyse, les populations ont collecté des semences et sauvageons des espèces d'arbres résistantes aux feux de brousse qui seront plantés dans le pare-feu en création autour de la forêt communautaire.

Des plants de calliandra prêts pour l'installation d'une haie vive dans l'exploitation du groupe IDAAS à Mantum

Techniques d'apiculture

Nous avons organisé une session de formation en techniques améliorées d'apiculture, apporté des appuis matériels et techniques aux initiatives apicoles de 3 groupes d'initiatives communes et réalisé une visite de diagnostic au sein de l'union des GIC AEBE.

La session de formation a eu lieu à Bamendjo et a connu la participation de 29 personnes, membres de l'Union des GIC AEBE de Baham et du GIC AABA de Bamendjo. Au terme de cette session de deux jours, les participant(e)s ont renforcé leurs capacités en techniques de fabrication et de pose des ruches, de fabrication de la cire gaufrée et de valorisation de la propolis. Grâce à ces acquis et aux matériels didactiques mis à leur disposition, les participants ont fabriqué et posé 12 ruches kenyanes, produit 60 feuilles de cire gaufrée et un litre d'antibiotique à usage externe à base de la propolis et d'une solution d'alcool de 95°. Afin d'encourager ces participants à introduire dans leurs ruchers des espèces mellifères à haut rendement, ils ont été initiés aux techniques de production des plants à racines nues. En guise de démonstration, un germe a été installé et devra permettre aux participants de Bamendjo de produire des plants d'espèces mellifères.



Formation pratique à Bamendjo sur la fabrication d'une ruche kenyane

Les appuis matériels apportés aux groupes d'initiatives communes étaient essentiellement constitués de 750 plants de calliandra. Ces plants ont permis à GICAELO et au groupe EC de Mogatso d'enrichir les ruchers en espèces mellifères. Nos appuis techniques ont permis à GICAELO d'acquérir 2 nouvelles ruches et de porter le total des ruches posées à 19 dont 15 ruches habitées, de récolter 38,5 litres de miel dont la vente lui a permis de générer une recette de Fcfa 77 000 et de produire 1.5 kg de cire. En outre, les recettes générées par le groupe lui ont permis d'acheter 2 tenues d'apiculteur. La visite de diagnostic au sein de l'union des GIC AEBE a montré que cette union compte 100 membres répartis

dans 8 groupes d'initiatives communes. Des 8 groupes, un seul pratique l'apiculture traditionnelle. Cette union dispose d'une boutique sur la place du marché de Baham qui lui sert de point de vente groupée de ses produits agricoles. A terme, cette union a pour objectif d'accroître le nombre d'apiculteurs en son sein, d'améliorer la quantité et la qualité des sous-produits apicoles et de mettre en place un réseau d'apiculteurs du Département des Haut-Plateaux. Compte tenu des potentialités dont dispose cette union paysanne, elle pourra constituer un point d'ancrage pour la mise en place et l'accompagnement d'un réseau d'apiculteurs dans la province de l'Ouest.

Dans le Nord-Ouest, nous avons, à la suite des demandes exprimées par nos partenaires, apporté des appuis techniques et matériels pour l'installation de 2 ruchers respectivement dans les localités de Mbuandoboh et de Ngondzeng. Nous avons également continué à apporter des appuis conseils aux deux groupes d'apiculteurs de Bali pour le suivi et l'entretien de leurs ruchers.

Les appuis apportés, couplés aux contributions mobilisées par nos partenaires ont permis à ces derniers d'installer 24 ruches dont 15 dans la forêt communautaire de Mbuandoboh et 9 dans la zone de captage de la source d'eau qui alimente la localité de Ngondzeng. La gestion des ruchers ainsi installés est assurée par le comité de gestion de l'eau pour la localité de Ngondzeng et par le comité de gestion de la forêt communautaire pour la localité de Mbuandoboh. Dans l'une et l'autre localité, l'installation des ruchers vise à limiter les intrusions dans les zones reboisées et à valoriser les parcelles reboisées à travers des activités génératrices de revenus. Le suivi des ruchers du groupe IDAAS de Mantum et des apiculteurs de Wossing nous a permis de combler les insuffisances de ces groupes à travers des conseils techniques sur l'entretien des ruches. Du fait de la mise en pratique de ces conseils, ces groupes ont aujourd'hui 6 ruches colonisées.

Fertilisation organique

Nous avons organisé une séance de sensibilisation sur l'importance de la fertilisation organique à Bazou, des ateliers d'évaluation et de planification du projet de production de maïs du GIC ELAF de Foubot et apporté des appuis technique et matériel pour la réalisation d'un projet de construction des cribs pour la conservation du maïs au profit de ce GIC. Nous avons aussi continué à apporter des appuis pour la réalisation de 5 projets de cultures vivrières et d'élevages conventionnels au profit de nos partenaires à la base.

La séance de sensibilisation dans la communauté de Bazou a connu la participation de 20 personnes dont 8 femmes. Elle a permis aux participants de découvrir les avantages écologiques et économiques des engrais organiques et de l'association de ces derniers avec les engrais de synthèse pour l'amendement des terres agricoles. Elle a aussi été l'occasion d'échanger avec les participants sur quelques problèmes qu'ils rencontrent dans leurs exploitations dont les ravages causés par les feux de brousse, la faible productivité des terres agricoles, les phénomènes

d'érosion et la forte colonisation des arbres fruitiers par le gui.

Appui aux projets de cultures vivrières

L'évaluation du projet de production de maïs du GIC ELAF de Foubot a montré que ce projet a permis aux membres du GIC de renforcer leurs capacités en techniques de fertilisation des sols avec les fientes de poule et de réduire de façon sensible l'utilisation des engrais chimiques et aux 16 bénéficiaires de produire environ 13 tonnes de maïs. D'après leurs déclarations, une partie de cette production a été vendue et a rapporté des revenus de l'ordre de 800 000 FCFA. Grâce à ces revenus, les bénéficiaires ont pris en location de nouvelles parcelles, acheté des intrants pour la campagne agricole en cours et démarré un projet d'élevage de volaille. Les appuis apportés à ce GIC pour la construction de 5 cribs

étaient constitués de tôles, de perches et de lattes. Pour réaliser ce projet, 5 bénéficiaires ont mobilisé une contribution financière de 50% du coût du projet. Les cribs ainsi construits ont permis de conserver environ 5 tonnes de maïs qui ont été vendues au moment où les prix étaient élevés sur le marché.



Construction d'un crib pour la conservation du maïs à Foubot

Les appuis apportés à l'union Paysanne Madzong Nkanno dans le cadre du projet de production des plants de bananier plantain a permis aux pépiniéristes de produire 4 600 plants. De cette production, 2 000 plants ont été vendus pour une recette de 400 000 F CFA. Conformément aux termes du contrat signé avec cette union paysanne, les 2 600 plants restants ont été répartis aux membres proportionnellement à l'investissement fait par chacun d'eux dans la phase de production des plants. Après la répartition des plants, un atelier de renforcement des capacités des bénéficiaires en techniques de plantation du bananier plantain a été organisé à leur profit. A la suite de cet atelier, des appuis en compost apportés ont permis aux bénéficiaires de transplanter les 2 600 plants. Au total, 14 parcelles ont été installées sur une superficie de 6.5 hectares. Certains membres de l'union ont décidé de poursuivre la production des plants et à ce jour, une pépinière de 500 plants a été mise en place par un groupe.

L'évaluation du projet de production de macabo du



Morcellement d'ignames pour la multiplication des semences par les femmes du groupe Kang Women

De l'évaluation du projet de culture des produits maraîchers, il est ressorti que 29 paysan(ne)s de la localité de Babanki en ont bénéficié. L'interview des 18 bénéficiaires pré-

groupe Femme, Baisse-Toi de l'arrondissement de Bandja, a montré que 5.8 tonnes de macabo ont été produites. De cette production, environ 4 tonnes ont été vendues et ont permis aux bénéficiaires de générer une recette de l'ordre de 400 000 F CFA. Le projet de production de chou a bénéficié à 28 personnes dont 13 filles. La session de formation organisée au profit de ces bénéficiaires et les appuis apportés leur ont permis de produire pour une première expérience environ 600 Kilogrammes de chou. Une partie de cette production a été vendue et les recettes utilisées pour le fonctionnement du groupe. L'objectif de ce projet est que ces jeunes reproduisent ces acquis au niveau familial, ce qui permettra de conscientiser leurs parents et leur voisinage sur l'importance de la valorisation des ordures ménagères pour l'agriculture périurbaine.

Dans le Nord-Ouest, nous avons réalisé le suivi-évaluation de 2 projets des organisations paysannes dont celui du groupe Kang Women sur la production des ignames et celui des 6 groupes d'initiatives communes de Babanki sur la culture des produits maraîchers. Nous avons aussi organisé une session de formation sur la multiplication des semences d'ignames et apporté des appuis matériels, financiers et techniques pour la mise en œuvre de deux projets agricoles dont un projet de production de semences d'igname et un projet de culture de chou. Enfin, nous avons organisé un voyage d'échanges au profit des paysan(ne)s de Wum et apporté des appuis pour l'installation des parcelles de fertilisation organique des sols par le système de parcage nocturne des bœufs, le Night Paddock Manuring Farming System dans cette localité.

Seize (16) femmes du groupe Kang Women ont bénéficié du projet de culture d'ignames. D'après elles, une production totale d'environ 1.7 tonnes d'ignames de consommation a été réalisée et représente environ trois fois celle qu'elles ont récoltée l'année dernière avant le démarrage du projet. Motivées par cette récolte, les 16 bénéficiaires ont, grâce aux revenus dégagés des ventes de leur production, pris en location une autre parcelle. La session de formation sur la multiplication des semences d'ignames organisée au profit de ce groupe a permis de renforcer les capacités de 12 femmes. A la suite de la session, 16 femmes ont bénéficié d'un appui qui leur a permis de produire 48 seaux de 15 litres de semences d'igname, soit au total 954 pieds de semences d'ignames pour un taux de réussite d'environ 97.3%. Cet appui a permis aux membres du groupe de réaliser un bénéfice net de 188 500 FCFA.

sents à la rencontre d'évaluation montre que le projet a permis aux 29 bénéficiaires de produire 218 sacs de morelle noire. De cette production, 41 sacs ont été réservés à la consommation familiale et 177 sacs vendus pour un revenu total de l'ordre de 638 265 FCFA. Les 6 groupes ont bénéficié des appuis financiers qui leur permettront d'acquérir auprès des éleveurs des animaux pour la fertilisation des parcelles. Un appui en semence de choux a été également accordé à ces groupes.

Le voyage d'échange organisé au profit de nos partenaires de Wum a connu la participation de 12 personnes dont 3 femmes. Axé sur la pratique de la fertilisation organique des sols par le système de parcage nocturne des bœufs, il a été organisé en raison des relations conflictuelles qui existent entre les éleveurs et les agriculteurs de cette localité. Etant donné que ces relations conflictuelles ont jusque-là limité le transfert de la pratique de " night paddock " dans cette localité, la sélection des participants à ce voyage d'échanges a tenu compte de la représentativité des deux catégories d'acteurs, soit 7 éleveurs et 5 agriculteurs. Le voyage a eu lieu à Babanki avec pour but de favoriser des échanges d'expériences entre les paysans de ce village et leurs visiteurs. A la suite de ce voyage, des appuis ont été apportés à 3 groupes d'initiatives communes de Wum de 40 personnes dont 2 groupes d'éleveurs et un groupe d'agriculteurs pour mettre en place des parcelles de fertilisation organique des sols par le système de " Night paddock ".

Appuis aux projets d'élevage conventionnel

Nous avons accompagné le groupe d'initiatives communes PRONAPM et l'Union Kuischoue Pouaweng respectivement pour la conduite d'un projet d'élevage de porc et d'un projet d'élevage de lapin avec pour objectifs d'accompagner nos partenaires dans l'amélioration de leurs revenus et la production des déjections animales pour la fertilisation des terres agricoles.

Le GIC PRONAPM de Balessing a été appuyé dans l'élaboration et l'exécution du programme de mise en accouplement des animaux et de suivi vétérinaire. Pour ce faire, deux campagnes de vaccination contre le rouget ont été exécutées. L'accompagnement des membres du GIC PRONAPM leur a permis d'obtenir des mises bas pour un effectif de 50 porcelets, ce qui porte le cheptel à 104 sujets. Pour éviter la peste porcine, le groupe a opté pour la vente des sujets adultes qui sont les plus vulnérables à cette maladie. De jeunes sujets ont également été vendus afin de disséminer cette race de porcs dans le village et ses environs. Au total, 21 sujets dont 7 adultes et 14 porcelets ont été vendus pour un revenu net 966 000 Fcfa. Comme autres effets générés, les déjections produites par les animaux, estimées à 12 tonnes, ont permis aux éleveurs de produire du compost qui a servi à l'amendement des terres agricoles. La production de ce fertilisant organique a permis aux éleveurs de réaliser des économies de l'ordre de 480 000 FCFA.

Appui en géniteurs de lapins au groupe Kuischoue de Bahouan



Dans le cadre du démarrage du projet d'élevage de lapin, un appui constitué de 40 géniteurs dont 32 lapines croisées et 8 mâles adultes, de 2 tonnes d'aliment complet, de produits vétérinaires et de 2000 plants de calliandra sp a été apporté à 20 membres de l'union Kuischoue de Bahouan. Des visites de suivi ont par la suite été régulièrement effectuées et ont été des occasions pour donner des conseils pratiques aux bénéficiaires sur l'alimentation et le suivi sanitaire des animaux. Les éleveurs ont enregistré des mises-bas pour un total de 99 lapereaux. Actuellement, le cheptel s'élève à 137 sujets y compris les géniteurs de départ.

Lutte contre l'érosion

Dans l'objectif d'amener de nouvelles personnes à adopter des pratiques durables de lutte contre l'érosion, nous avons organisé un atelier de sensibilisation au profit de 20 personnes dont 4 hommes de l'Union des GIC des Femmes Paysannes de l'Arrondissement de Bandja (UGICFPAB). Suite à cette rencontre, une session de formation a été réalisée et a permis à 18 membres de l'Union de renforcer leurs capacités en techniques de lutte contre l'érosion.



Une pratique durable de lutte contre l'érosion enseignée aux femmes de Bandja : le cadre A

Au cours de cette session, 900 plants de calliandra ont été plantés et serviront de supports de démonstration pour les bénéficiaires. Un voyage d'échange a été organisé sur l'importance des bandes anti-érosives dans la localité de Bansa. Au sortir de ce voyage, les 11 participants dont 8 femmes se sont engagés à reproduire l'expérience vécue dans leur localité. Sur leur demande, 1 000 plants de calliandra leur ont été apportés en appui suivi d'une deuxième session de formation sur les techniques de production des plants à racines nues. En plus de l'accompagnement de l'UGICFPAB, un appui de 1 800 plants de calliandra a été apporté aux GIC PRONAPM de Balessing et à l'union Kuischoue Pouaweng de Bahouan pour la mise en place de bandes antiérosives et de banques fourragères.

Appui à la collecte et au traitement des ordures ménagères

Nous avons continué à apporter régulièrement aux 4 GIC de Composteurs de la ville de Bafoussam des appuis financiers contractuels, matériels et techniques et mis en relation deux

de ces GIC, notamment GICABIO et GICAELO avec de potentiels acheteurs. Enfin, deux ateliers d'autoévaluation et d'échanges d'expériences ont été organisés afin d'échanger avec tous les GIC sur l'état d'avancement de leurs activités.

Grâce à ces appuis, les GIC de composteurs ont organisé 15 séances d'information et de mobilisation des populations à Bafoussam, à Bandja et à Lagou, ce qui leur a permis de toucher environ 945 personnes à travers des associations culturelles et des rencontres dans les ménages. En termes d'effets, de nouvelles personnes ont apporté une contribution financière de l'ordre de 241 350 FCFA pour l'enlèvement de leurs ordures dans la zone d'intervention de GICCOBAS et de GICCOKO. Cinquante deux (52) personnes ont sollicité et obtenu de GICCOKO deux sessions de formation en techniques de compostage des ordures ménagères. Le GICAELO quant à lui, a reçu et formé deux agriculteurs venant de Nanga Eboko sur le même thème. Comme autres effets, suite à de nombreuses commandes en compost le GICCAELO a créé un dépôt de vente de compost dans la localité de Lagou. Le GICCABIO et le GICCAELO ont respectivement vendu 1.5 et 1.25 tonnes de compost au cours des séances de sensibilisation.

Les ateliers d'autoévaluation et d'échanges d'expériences ont montré qu'au cours de l'année, les GIC ont produit 102.6 tonnes de compost. De cette production, 84.2 tonnes ont été vendues pour une recette totale de 1 684 000 F cfa à laquelle il faut ajouter Fcfa 505 725 issus de la mise en œuvre des microprojets de cultures vivrières et d'apiculture.

Sensibilisation sur les écosystèmes humides

Au Bénin, les Communes des Aguégus et d'Adjara se sont prêtées à l'offre en organisant des séances au cours desquelles il a été présenté l'état des lieux des zones humides de la Commune concernée, notamment le répertoire desdites zones humides, les différentes formes de leur exploitation par les populations et les conséquences au plan écologique et sanitaire. Ensuite, des échanges ont été engagés à l'effet d'une part d'appréhender la compréhension et le niveau de conscience des populations et d'autre part de recueillir les mesures visant une gestion rationnelle et durable des écosystèmes en cause.

Séance d'échange avec les exploitants de sites humides à Kotan / Commune d'Avrankou



Appui aux microprojets communaux

Les Mairies de Bonou et des Aguégus ont été appuyées dans l'élaboration des termes de référence pour l'appel à soumission des cabinets. La mairie de Bonou a retenu le cabinet Golf Expertises tandis que le dépouillement doit attendre encore au niveau des Aguégus. La mise en route du microprojet d'assainissement de la Commune des Aguégus a démarré par une étude approfondie de l'hygiène du milieu et de l'assainissement dans les trois (3) arrondissements de la Commune. La démarche méthodologique suivie a consisté à : procéder à la recherche documentaire sur le sujet ; élaborer et tester les outils d'investigations (guides d'entretien et guides d'observations) ; former les enquêteurs ; collecter les informations auprès d'un échantillon d'acteurs constitué des ménages et des acteurs institutionnels (les groupes socio-professionnels, les élus locaux, les responsables des services déconcentrés et communaux) à l'aide de guides d'entretien ; observer et caractériser le milieu avec à la clé des prises de vue ; dépouiller et traiter les informations collectées ; organiser des focus-groups pour vérifier et compléter au besoin les informations recueillies et restituer les résultats lors d'un atelier communal ayant réuni une trentaine d'acteurs clé. L'étude a été pilotée par une équipe constituée des cadres du CIPCRE-Bénin et de la Mairie et a permis de collecter des informations auprès d'un échantillon de 99 ménages (63 hommes et 36 femmes) et 20 acteurs institutionnels dont 01 femme.

Appui-accompagnement des exploitants des zones humides

Sur la base de l'étude des sites humides problématiques, des contacts ont été pris avec les exploitants de certains sites humides pour des échanges d'informations et éventuellement des appuis aux initiatives intéressantes de gestion des écosystèmes concernés. Il a été tenu une séance d'information et d'échange sur les problèmes des sites humides dans l'Arrondissement de Sado (Commune d'Avrankou). Deux séances d'échange ont été tenues respectivement avec les exploitants des zones humides des Communes des Aguégus et de Bonou sur la problématique des écosystèmes humides et la nécessité pour les exploitants d'adopter de nouveaux comportements vis-à-vis desdits écosystèmes.

Plusieurs visites ont été effectuées auprès de deux exploitants individuels respectivement des sites humides de Kotan (Commune d'Avrankou) et de Dansou Tokpa (Commune d'Akpro-Misséréty) afin de mieux comprendre les pratiques d'exploitation des sites qu'ils occupent et identifier les axes d'intervention. Les deux exploitants travaillent dans le sens d'une exploitation rationnelle des ressources mais aussi dans une perspective de renouvellement de certaines ressources végétales, objet de destruction à des fins économiques



Pépinière d'essences locales utiles à Kotan / Commune d'Avrankou

notamment *Raphia hookeri* (palmier raphia). Ils disposent à une échelle réduite des étangs piscicoles qui constituent pour eux des sources de revenus.

Au total, 7 conseillers communaux et 46 conseillers de villages/quartiers ont été touchés. Les conseillers ont une bonne appréhension des problèmes tels que la surexploitation des plans d'eau, le comblement des cours d'eau, etc. et ont recommandé que les sensibilisations se poursuivent à l'endroit de toute la population. Mais il paraît nécessaire de faire des plaidoyers en direction des conseillers communaux pour l'initiation d'actions concrètes.

L'étude sur l'assainissement et l'hygiène du milieu dans la Commune des Aguégus a permis d'établir l'état des lieux des conditions d'hygiène et d'assainissement dans la Commune ; de recueillir des propositions visant à améliorer l'état et le niveau de l'hygiène du milieu et de l'assainissement dans la Commune, notamment en ce qui concerne : la lutte contre la pollution du cadre de vie par les déjections animales, l'aménagement des voies publiques et la gestion plus

saine des excréta humains et enfin d'initier l'élaboration d'un plan d'action participatif.

Les échanges avec les exploitants des écosystèmes humides ont permis de toucher 36 acteurs aux Aguégus, 26 à Atchonsa/Bonou et 15 à Kotan/Avrankou, et de noter leurs préoccupations par rapport aux problèmes des sites humides qu'ils exploitent : à Bonou, les exploitants d'Atchonsa sont inquiets du rétrécissement du lit mineur du fleuve Ouémé tandis qu'aux Aguégus, c'est la pression sur les plans d'eau qui interpelle. Pour l'instant, les exploitants ne sont pas encore parvenus à initier des actions personnelles ou à bénéficier des actions concrètes exogènes. Cependant, ils ont évoqué la nécessité de promouvoir des activités alternatives telles que la riziculture, la pisciculture, la thaliaculture, le petit élevage, etc. A Kotan, la replantation des palmiers raphia et autres plantes aquatiques est pratiquée par certains exploitants. Au niveau des exploitants individuels, il a été identifié un seul axe d'intervention avec l'exploitant de Kotan : la formation en alevinage artificiel. ■

PROMOTION DE L'EDUCATION ECOLOGIQUE ET CITOYENNE

Les jeunes scolaires et non scolaires ont besoin d'une éducation totale qui les prépare à affronter les défis du futur. Parmi ces défis, les questions de l'environnement et de la citoyenneté occupent une place de choix. Dans les établissements scolaires où nous intervenons, nous avons mis un point d'honneur à conjuguer dans la pratique les deux notions et à les associer à une même intelligence du réel que les jeunes doivent conquérir et maîtriser.

Nous avons promu l'éducation écologique et citoyenne des jeunes et de promoteurs de micro-projets écologiques à travers les activités variées.

Accompagnement des observatoires

Nous avons organisé une série de visites dans les établissements scolaires sous contrat. Les résultats de ces suivi-évaluations ont montré que près de 180 jeunes élèves sont effectivement engagés dans les observatoires dans les 13 premiers établissements pilotes visités et joué le rôle de veille et de police sur les questions d'éthique. Ils se sont, chacun, investis dans la lutte contre la tricherie, les retards et le gaspillage de l'énergie électrique dans les salles de classe, la promotion de l'hygiène, de la salubrité et de la discipline au sein du campus et le suivi des espaces verts et de la qualité de l'uniforme des élèves. Sous nos auspices, les responsables du CETIC de Galim et du Lycée Bilingue de Baham ont créé et installé leurs observatoires sur la base de la représentation des élèves de toutes les classes en leur sein.

Sensibilisation et formation

A la demande des autorités du lycée de Bafoussam-Ndiengdam, nous avons organisé une causerie éducative sur le thème : " le rôle du mouvement associatif dans la construction d'une citoyenneté active dans les lycées et collèges ". L'objectif était d'encourager les jeunes élèves membres des clubs de ce lycée à se mobiliser pour faire de leurs clubs des lieux d'éducation à la citoyenneté et de sensibilisation de la communauté éducative sur les fléaux sociaux qui minent le milieu scolaire. Cette causerie a mobilisé 63 personnes dont 55 élèves et 8 enseignants.

Nous avons organisé une formation des animateurs des mouvements et associations des jeunes dans la case des jeunes de la Cathédrale de Bafoussam sur le thème " Citoyenneté et vie associative à travers l'animation sportive ". Animée sur la demande du Centre Sportif Camerounais, cette session de formation avait pour but de renforcer les capacités des animateurs et animatrices sur les techniques et stratégies d'animation et de sensibilisation des jeunes sur les questions de citoyenneté et les fléaux sociaux qui minent les milieux jeunes. Au total, 65 jeunes dont 35% de femmes ont bénéficié de cette formation qui a permis aux apprenant(e)s de se familiariser à l'utilisation des documentaires, à l'analyse des bandes dessinées, aux études de cas et aux jeux de rôle comme

outils de sensibilisation.

Nous avons produit et diffusé 500 brassards estampillés " Police verte " avec pour objectif de faciliter d'une part l'identification des membres des observatoires de la citoyenneté dans les lycées et collèges et d'autre part leur travail de sensibilisation et de suivi des espaces verts.

Les élèves membres de l'observatoire du CETIC de Galim



Une séance de sensibilisation sur les changements climatiques et une causerie éducative sur la gestion des ordures biodégradables en milieu scolaire ont été organisées dans chacun des établissements suivants : le Lycée Bilingue de Baham, le Collège Saint Joseph de Bandjoun, le Lycée Technique de Bangangté, le CETIC de Galim, le CETIC de Kékem et le Lycée de Njunang. Ces rencontres ont permis de toucher plus de 1 600 élèves et 25 responsables des établissements scolaires bénéficiaires. Mille cinq cent quarante (1 540) exemplaires des dépliants sur le changement climatique, les techniques de fabrication et d'utilisation du compost et sur les foyers améliorés ont été distribués aux participants pour leur permettre de poursuivre la sensibilisation dans leur environnement scolaire et extrascolaire.

Diagnostic environnemental et suivi-évaluation

Nous avons apporté un appui à la réalisation du diagnostic environnemental et à l'élaboration des plans d'actions environnementaux dans 10 nouveaux établissements d'enseignement secondaires : les lycées de Bandja, de Fongo Tongo et de Toungan II, les lycées bilingues de Baham, de Dschang et de Foumban ; le CETIC de Galim, le COPOBIT, lycée technique de Bangangté et le collège Saint Joseph de Bandjoun. Les résultats du diagnostic ont montré que d'une manière générale, les problèmes environnementaux qui se posent dans ces établissements sont : l'érosion des sols causée par une absence de couverture végétale, les problèmes d'hygiène et de salubrité, la des-

truction des salles de classe par le vent, les feux de brousse causés par les cultivateurs riverains des établissements scolaires et la pollution de l'air par la poussière en saison sèche.

Réalisé de façon participative, ce diagnostic a permis aux responsables et aux élèves membres des observatoires de la citoyenneté et du club environnemental dans chacun des établissements scolaires, d'identifier les solutions les plus adaptées au contexte pour y remédier, à savoir la création des espaces verts, la plantation d'arbres d'ombrage et de brise-vent, la création des haies vives, l'acquisition des bacs à ordures et la sensibilisation des membres de la communauté éducative sur les questions d'hygiène, de salubrité, de protection de l'environnement et de citoyenneté. Sur la base de ces solutions, 10 plans d'actions environnementaux ont été élaborés pour les 10 établissements scolaires et seront progressivement mis en œuvre. Le nombre total d'établissements sous contrat vert sera alors porté à 33 pour la nouvelle année scolaire.

Appui aux microprojets

Nous avons appuyé la mise en œuvre de 23 microprojets dans 22 lycées et collèges sur l'aménagement des espaces verts et la gestion des ordures en milieu scolaire. En plus de l'expertise technique, nous avons apporté aux établissements scolaires bénéficiaires des plants d'arbres, des plants et semences de fleurs et de gazon et des bacs à ordures. Au total 26 606 plants d'arbres et 1365 plants de fleurs ont été plantés dans ces établissements. En plus, 7,6 tonnes de compost leur ont été apportés pour améliorer la fertilité des sols. Dans l'un des établissements scolaires, 6 bacs à ordures et 20 paires de gants ont été donnés en appui pour faciliter la collecte et la gestion des ordures. D'une manière générale, les enseignants, les responsables administratifs des établissements concernés et près de 15 455 élèves ont activement participé aux activités de plantation des arbres et fleurs.

Le suivi-évaluation des microprojets a été réalisé conjointement par le CIPCRE et la Délégation provinciale des Enseignements Secondaires de l'Ouest dans les établissements suivants : les Lycées de Bahouan, de Massagam, de Bayangam et de Bamendou ; les Lycées classiques de Bangangté, de Bafoussam et de Bafang ; le CES de Baïgom ; le lycée technique de Mbouda ; les CETIC de Baham et de Kékem et le Lycée Bilingue de Baleng. Le suivi des paramètres de l'évaluation a montré que des 23 654 arbres plantés, 13 018 ont réussi à la fin de la première année, soit un taux de réussite de 56%. Au sortir de ce suivi-évaluation, des propositions ont été faites aux responsables des établissements scolaires en vue d'améliorer le taux de réussite des arbres qui seront plantés l'année suivante.

Les élèves se sont aussi rendus au palais du sultan à Foumban lors de leur voyage d'étude

Le voyage d'étude organisé au profit de 21 membres du club vert du Lycée de Bafoussam-Ndiengdam et de 4 encadreurs s'est déroulé au Lac Petpenoun et a permis aux encadreurs d'expliquer aux élèves le contexte géomorphologique de la province de l'Ouest, les processus de formation des différents types de lacs, la formation des roches volcaniques ainsi que l'influence des épanchements volcaniques sur l'évolution des sols et de la végétation.

Appui aux militants écologiques

Au CIPCRE-Bénin, le processus d'identification des militants écologiques démarré en 2007 s'est poursuivi par la vérification sur le terrain et la sélection définitive. Cinq (05) promoteurs de microprojets écologiques ont été sélectionnés. Un autre groupe de militants (Association des tradithérapeutes de Bonou) étant entré en partenariat avec nous avant même le processus d'identification, la liste des partenaires a été portée à six (6).

Le suivi de la mise en œuvre des micro-projets des cinq premiers groupes a abouti aux constats suivants:

- A Atchonsa, le système de distribution de l'eau (réhabilitation du puits, installation du château d'eau et canalisation) est presque terminé. Concernant la réhabilitation du puits, le nombre de buses est passé de 10 au départ à 20. En juin, il a été organisé avec les membres de l'Association des tradipraticiens de Bonou (302 tradithérapeutes dont 175 femmes) qui portent le jardin botanique, un atelier de réflexion sur le plan d'aménagement dudit jardin et les éléments de communication pouvant contribuer à sa promotion. C'est dans ce cadre qu'a commencé l'opération de dénombrement et d'identification sommaire des plants du jardin.

- A Avrankou, le groupe "Connaître la Nature et la Culture" (CNC) qui comprend 28 jeunes élèves et déscolarisés dont 8 filles a réalisé une pépinière de 3.339 plants composés d'essences en voie de disparition dans le milieu (manguiers ordinaires, citronniers, teck) et d'autres essences recherchée pour le reboisement et l'ornement (eucalyptus, caïlcédrat, flamboyant).

- A Parakou, l'Association des Jeunes Entrepreneurs de Parakou (AJEP) qui comprend 14 membres dont 9 femmes, a réalisé 24 poubelles pour le compte des écoles primaires de Wansirou. Le problème de pénurie de ciment encore persistant n'a pas permis la réalisation des urinoirs.

- A Bembéréké, l'association des Apiculteurs de l'arrondissement d'Ina qui comprend trois groupes totalisant 30 personnes dont 4 femmes a reçu une formation en techniques d'apiculture et en fabrica-



tion des équipements d'élevage des abeilles. Chacun des trois sites dispose de dix (10) ruches et de dix (10) ruchettes qui attendent la période de décembre à février pour la capture des abeilles.

maires et des établissements secondaires de Porto-Novo.

Officialisation du PAMES

Au cours de la période de référence, le plaidoyer auprès des autorités ministérielles a été poursuivi et renforcé et a abouti à l'organisation d'un atelier national sur le Plan d'Aménagement de l'Espace Scolaire (PAMES). Co-organisé par les deux ministères en charge des enseignements primaire et secondaire et le CIPCRE-Bénin, ledit atelier s'est tenu le 10 octobre avec une participation qualitative des acteurs étatiques et non étatiques. L'événement a été couvert par les 4 chaînes de télévision et par la presse écrite et parlée.

L'initiative PAMES expérimentée depuis cinq (5) ans par le CIPCRE-Bénin est devenue une initiative publique : trois nouveaux collègues, ceux de Vakon et de Gomè-Sota (Commune d'Akpro-Misséré) et de Gbada (Commune d'Adjohoun) et l'école publique primaire de Talou (Commune de Bassila) ont demandé au CIPCRE-Bénin de les accompagner dans l'élaboration de leurs PAMES respectifs ; plus de 300 responsables comprenant (i) les cadres des ministères en charge des enseignements maternel, primaire et secondaire, de l'environnement, de l'habitat/urbanisme, et de la santé, (ii) des acteurs de l'école à la base et (iii) des partenaires techniques et financiers, ont été touchés et informés/sensibilisés sur le PAMES et l'officialisation du PAMES a été acquise et consacrée par les deux ministères (MEMP et MESFTP) par Arrêté interministériel N°04/MEMP/MESFTP/DC/SGM/DPP/DIEM/SP du 30 décembre 2008 portant institutionnalisation du Plan d'aménagement de l'espace scolaire (PAMES) dans les établissements d'enseignement maternel, primaire et secondaire.

Au plan pratique, l'implantation des infrastructures, notamment les salles de classes prévues au CEG de Honvié se fait conformément au PAMES validé. De même, dans le département de l'Ouémé, les Responsables des écoles en création sont orientés par les autorités en charge de l'enseignement, vers le CIPCRE-Bénin pour être conseillés sur l'élaboration de leurs PAMES. C'est aussi dans ce sens que le Directeur du Cabinet du Ministre de l'Enseignement Primaire a recommandé le CIPCRE-Bénin à l'ONG Adjalala Horizons d'Espoir qui envisage de mettre en place un projet d'aménagement de l'espace dans quatre écoles primaires dans les départements de l'Atlantique, de l'Ouémé, du Littoral et du Mono. ■



Un groupe des militants écologiques d'un village béninois

- A Akpro-Misséré, le promoteur de BIZOPHYTO Centre qui totalise 21 tradithérapeutes dont 15 femmes, a reçu vers la fin de l'année un appui financier pour impulser la culture expérimentale des plantes médicinales rares.

Les activités exécutées par les militants écologiques ont contribué à la pérennisation des essences rares dans leur milieu (manguiers ordinaires, citronniers, teck) et d'autres essences recherchées pour le reboisement et l'ornement (eucalyptus, caïlcédrat, flamboyant) et à la séquestration du carbone et à la mise en place de mesures d'adaptions aux changements climatiques. Elles ont aussi permis d'assainir le cadre scolaire. Par leurs activités, les militants écologiques partenaires ont touché 2.530 personnes des deux sexes.

Dans le cadre de la Journée Mondiale de l'Eau, l'Association des Spécialistes en Décentralisation et Gestion des Eaux au Bénin (ASDGE-Bénin) a été appuyée pour organiser une séance d'information et de sensibilisation sur le thème : Ecosystèmes humides et Assainissement. La séance a connu essentiellement la participation d'une centaine d'apprenants des écoles pri-



Atelier national sur le PAMES



PROMOTION DE LA DYNAMIQUE FOI ET ACTION SOCIALE

La parenté du spirituel et du développement social s'impose avec force dans notre société depuis que le développement, au sens classique, s'est pétrifié dans le quantitatif. La foi intervient dans ce contexte pour féconder le vivre-ensemble et l'asseoir sur les bases d'harmonie, de bien, de vérité et de solidarité, bref des valeurs essentielles sans lesquelles l'existence humaine va à la dérive. Les actions que nous avons menées au cours de l'année s'inscrivent dans cette exigence de rapprochement entre la foi et l'action sociale.

Nos actions d'accompagnement ont été déployées en direction des structures partenaires.

Dynamique Protestante JPSC

Nous avons donné des appuis techniques, matériels et financiers à la Coordination Régionale des Commissions Paroissiales Justice, Paix et Sauvegarde de la Création (CR/CPJPSC) grâce auxquels 4 descentes de suivi ont été réalisées auprès des Commissions Paroissiales à Bafoussam, Foubot et Bandjoun. Quinze (15) bureaux des Commissions Paroissiales ont été visités, ce qui nous a permis de toucher 7 commissions paroissiales de Pou-Djebem, de Bandjoun centre et de Djomghouo.

Nos appuis ont aussi permis à la CR/CPJPSC d'organiser son Assemblée Générale le 17 juillet qui a regroupé 23 commissions paroissiales avec au total 61 personnes dont 21 femmes. Il est ressorti des discussions des différents membres qu'il y a dans les paroisses des commissions vivantes parce que très actives et sollicitées par les fidèles, à l'instar de celles du Plateau et de Tamdja à Bafoussam ainsi que de Njibam à Foubot. Sur un total de 49 commissions qui existent dans la région de l'Ouest, 39 mènent régulièrement ou occasionnellement des activités.

Dynamique Islamique JPSC

En début avril, nous avons organisé un atelier au profit de la communauté musulmane dans les locaux du CIPCRE. Cette rencontre avait pour objectif de jeter les bases du lancement d'un mouvement JPSC musulman. Trente (30) musulmans dont 8 femmes y ont activement pris part. Suite à cet atelier, des volontaires se sont mobilisés dans les mosquées de Bafoussam, Bandjoun, Fouban, Foubot, Mbouda, Baham et Dschang et se sont constitués en commissions de Mosquée JPSC. Quelques-uns de ces volontaires se sont retrouvés les 18 novembre et 18 décembre à Fouban puis à Bafoussam pour se renforcer mutuellement les connaissances en matière d'engagement social et partager leurs expériences respectives. Dans les deux villes, ils étaient chaque fois près de 45 personnes dont environ 7 femmes pour participer aux échanges. A Bafoussam, ils se sont entendus pour louer un local aménagé en guise de siège de leur mouvement.

Quelques commissions ont mené des activités spécifiques à l'instar de la Commission de la Mosquée

Centrale de Bafoussam qui a rendu visite aux prisonniers de Mbouda ; de la commission de la Mosquée de Banengo qui a organisé 2 conférences en octobre, la première sur la fraternité humaine dans toutes ses dimensions, la deuxième sur les droits de l'Homme et l'islam au bénéfice de 47 personnes dont 11 femmes. La même commission a aussi accompagné 3 de ses fidèles victimes d'actes d'agression dans la rédaction et le dépôt des plaintes contre inconnus, plaintes grâce auxquelles les éléments de la force de l'ordre ont organisé une série de rafles, sécurisant ainsi le quartier Banengo.

A Fouban, la commission est intervenue dans la résolution pacifique de deux conflits : le premier a concerné un élève détenu pour un prêt d'argent non remboursé, le deuxième la succession mouvementée de Nji Mbouobouo Abdou. Dans le premier cas, l'élève a été relaxé et dans le deuxième, les protagonistes se sont référés aux préceptes de l'Islam pour régler leur conflit.

Forum des jeunes

Un atelier de suivi du forum a été organisé au profit de 55 jeunes, dont 23 filles au mois de février. Un deuxième atelier a été organisé début mai. La décision de réunir les jeunes du forum une deuxième fois a été prise avec les jeunes pendant le premier atelier. Au cours de ces deux rencontres, il a été noté que les jeunes ont mené des activités pour sensibiliser les milieux scolaires et familiaux sur la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle.

Comme résultats immédiats du deuxième atelier, un bureau du forum des jeunes a été mis en place ; 30 jeunes ont participé au défilé du 20 mai avec pour objectif de sensibiliser le grand public sur la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle à travers un message fort imprimé sur leurs Tee-shirts : Nos enfants ne sont pas à vendre.

Comités d'Orientation et de Suivi (COS)

Les COS ont bénéficié en janvier au Centre Climatique de Bandjoun, d'une session de renforcement des capacités au terme de laquelle chaque COS a élaboré son plan d'action. Les participants ont pu approfondir leur compréhension du fonctionnement de la Campagne Semaines Pascales et de leur manière de travailler en réseau. Deuxièmement, ils ont sollicité la création d'un bulletin de liaison intitulé " CSP News ", espace

d'échange sur les activités de la CSP menées au niveau local et national. Vingt quatre (24) personnes, dont 9 femmes ont participé à cet atelier.

Sur le terrain, 10 COS sur les 11 ont régulièrement mené des activités dont des causeries éducatives sur la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle, avec pour supports la projection de deux documentaires, " Cameroun, nouvelle escale du tourisme pédophile " et " les filières africaines de la prostitution en Europe ", la Bande Dessinée : " Jacky et Fanny : la jeunesse trahie " ; les formations des groupes à l'utilisation du Cahier d'Animation ; des sensibilisations sur la perversion de la dot et la déshumanisation des rites de veuvage. Au total, près de 2 600 filles/femmes et 2 750 garçons/hommes ont été sensibilisés ou formés sur les thématiques de la Campagne Semaines Pascales dans les localités aussi diverses que Bertoua, Bamenda, Bafoussam, Ngaoundéré, Maroua-Mokolo, Yaoundé, Kribi, Ebolowa et Edéa. Ils ont également mené des actions de plaidoyer et de lobbying dans l'objectif de mieux ancrer nos idéaux de transformation sociale dans la réalité.

Production et diffusion de supports

Nous avons produit 20.000 exemplaires (numéro 1 et 2) du bulletin de liaison de la Campagne Semaines Pascales, " CSP News ". Plus de 8 830 exemplaires de CSP News, 1 880 BD, 125 cahiers d'animations, 51 CDs et 53 tee-shirts ont été diffusés auprès de nos partenaires dont essentiellement les COS, les Mouvements des Jeunes et des Femmes dans différentes localités dans l'objectif d'en faire des alliés dans notre lutte contre la TEFES.

Lobbying

Nous avons rencontré les plus hautes autorités régionales de l'EEC pour les intéresser à la Dynamique Protestante JPSC d'une part et les amener à faciliter l'éclosion des Commissions Paroissiales JPSC dans leurs régions. L'un des résultats indirects de cette démarche a été la nomination d'une aumônière des Commissions Paroissiales JPSC lors de la Commission Synodale Régionale tenue à la Paroisse EEC du Plateau à Bafoussam le 16 septembre. Il s'agit de la Révérende Pasteure Albertine Njinwou de la Paroisse de Toket de la même ville.

Par ailleurs, nous avons chargé l'un des représentants du Conseil Supérieur Islamique du Cameroun au sein de la CSP en la personne de Zounedou Mfonyoum di d'une mission de collecte des points de vue des principaux responsables islamiques des villes de Bafoussam, Ebolowa et Yaoundé en vue du lancement de la Dynamique Islamique JSPC au Cameroun. Durant cette mission, l'intéressé a pu rencontrer les Imams Moussa Chamoun, Ali Hassan, Modibo Halidou Ibrahima et Cheikh Oumarou Malam Djibring, tous des dignitaires de la communauté musulmane qui, tous, ont convenu de la nécessité de la création d'un espace qui permette à l'Islam au Cameroun d'être mieux connu et apprécié plus particu-

lièrement à travers des actions concrètes de promotion des valeurs de justice, de paix, de tolérance religieuse et de sauvegarde de la Création.

Départ de la caravane publicitaire de la CSP 2008 au CIPCRE



Le clou de nos actions de plaidoyer a été sans conteste la Campagne Semaines Pascales dont le lancement a eu lieu à Bafoussam. A cette occasion, 1 000 Tee-shirts ont été imprimés avec le slogan " Nos enfants ne sont pas à vendre " écrit en français et anglais. Également, 500 casquettes avec le logo CSP et 6 banderoles annonçant le lancement ont été produites. Pour la soirée culturelle, 17 000 prospectus et 500 affiches ont été produits ainsi que 2 000 CDs de Claude DG et Phatal Prophète, deux artistes qui ont composé des chansons sur le thème de la CSP.

Conférence de Presse

Une conférence de presse a été organisée au cours de laquelle le Cameroun est apparu comme pays d'origine, de transit et de destination des enfants trafiqués avec, en arrière fond, des histoires de vie de jeunes filles abusées à Bafoussam, Douala, Yaoundé, Ngaoundéré, Kribi, Ebolowa, Garoua et Bamenda aux fins de tourisme pédophile, d'esclavage sexuel, de mariage précoce et forcé, etc. Dans sa communication, le Pasteur Jean-Blaise Kenmogne, a fortement interpellé les communicateurs sur la responsabilité qui est la leur de relayer l'information sur la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle. La projection des deux documentaires, à savoir " Cameroun, nouvelle escale du tourisme pédophile " et " Les filières africaines de la prostitution en Europe " a fini de convaincre les 54 participant(e)s dont 11 femmes venues des radios publiques, locales et communautaires, des télévisions nationales publiques et privées, de la presse écrite officielle et privée ainsi que des administrations locales sur la réalité du fléau. Une prestation de l'artiste rappeur Phatal Prophète a clos cette conférence.

Une attitude du DG, Jean Blaise Kenmogne pendant la conférence de presse



Match des Incollables

Une vue de la salle du cinéma empire lors du match des incollables



Mercredi le 10 avril au Cinéma l'Empire, un match des incollables a mis en compétition huit établissements de la ville de Bafoussam et ses environs sur leur degré de maîtrise des questions relatives à la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle. Au terme du jeu auquel ont pris part 211 élèves dont 85 jeunes filles, c'est le Lycée de Ndiengdam qui l'a emporté, suivi du Collège Saint Thomas, du Lycée Classique, de l'Institut Moyopo, du Lycée Technique de Bafoussam, du Lycée Bilingue de Baleng et du Collège la Confiance (même rang) et enfin du Collège Elie Allégret. Le jury était composé de trois personnalités indépendantes et l'animation assurée par un journaliste de la CRTV.

Atelier National des Leaders Religieux

Du jeudi 10 au samedi 12 avril au Centre Climatique de Bandjoun, un atelier national de Leaders Religieux et des Chefs Traditionnels sur le thème " lutte contre la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle " a été organisé. Une soixantaine de personnes, soit 15 Chefs Traditionnels de l'Ouest, du Sud et du Nord-Ouest et 45 leaders religieux catholiques, protestants et musulmans y ont pris part. L'objectif général de l'atelier était de faire passer les Leaders Religieux et les Chefs Traditionnels de leur statut d'alliés bienveillants à celui de partenaires actifs dans la lutte contre la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle (TEFES). Les participant(e)s ont été édifié(e)s sur la réalité de la traite des enfants au Cameroun et sur les "

Fondements spirituels et culturels de la lutte contre la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle ", exposés présentés respectivement par Mme Yvette Fouda et Prof. Kä Mana.



Atelier national des leaders religieux au centre climatique de Bandjoun

Soirée culturelle

Vendredi le 11 avril à la Maison du Parti RDPC à Bafoussam une soirée culturelle a été organisée. Devant

près de 450 personnes dont 185 femmes, les artistes invités se sont succédé sur scène, dans une ambiance électrique, pour exprimer, à leur manière, leur soutien à la lutte contre la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle. Les artistes Ben Jojo, Claude DG, Jean Bigmop Djansang, Front'all Sec-sion, la chorale NACAM de Tchitchap et le Chœur de la solidarité de CIPSED ont tous passé leurs messages au public.

Une mise en scène de la bande dessinée " Jacky et Fanny : La jeunesse trahie " fait par un groupe de théâtre et la projection du film " Cameroun, nouvelle escale du tourisme pédophile " ont complété la soirée.



Une vue de l'auditoire pendant la soirée culturelle

Célébration Œcuménique

Une célébration œcuménique marquant la clôture du lancement national de la campagne a été organisée dimanche le 13 avril au Temple de l'Eglise Evangélique du Cameroun (EEC) du Plateau à Bafoussam. Dans son homélie, Mgr Jean Baptiste Timéné, Vicaire Général du Diocèse de Bafoussam représentant Mgr Joseph Atanga empêché, a exhorté les Leaders Religieux et les Chefs Traditionnels à s'enrichir de l'expérience de foi des premières communautés et particulièrement des doux bergers qui expriment leur compassion pour tout homme et toute femme, pour les plus pauvres, les exclus et les marginalisés. Devant plus de 1 500 fidèles, le bureau du Comité d'Orientation et de Suivi de la Campagne Semaines Pascales (COS/CSP) a été officiellement installé. Les Chefs Traditionnels et les Leaders Religieux par la voix du Roi des Bapa et du Président de l'EEC ont solennellement présenté leur déclaration contre la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle. ■



Photo de famille après la célébration œcuménique de clôture

PROMOTION DE L'APPROCHE GENRE ET DEVELOPPEMENT

Une vision patriarcale de la femme la relègue sans façon à la sphère du privé et l'y maintient avec tous les stéréotypes que cela comporte. Il faut cependant dépasser cette discrimination et inventer des mécanismes qui permettent à la gent féminine de s'assumer, dans la satisfaction de ses besoins pratiques comme de ses intérêts stratégiques. Nous nous sommes efforcés, tout au long de l'année qui s'achève, à forger un contenu pour l'approche genre et développement dans la planification, la mise en œuvre et le suivi de nos activités.

L'approche que nous avons mise en œuvre a reposé sur un ensemble diversifié d'activités et de stratégies.

Sensibilisation

En collaboration avec Madame le Délégué d'Arrondissement et de la Promotion de la Femme et de la Famille, nous avons organisé le 30 juin à Foumbot une rencontre diagnostique au profit de 39 personnes dont 32 jeunes filles désœuvrées, 5 femmes et 2 hommes. Avec elle nous avons identifié les contraintes qui limitent le développement de leurs initiatives et envisagé des approches de solutions particulièrement pour les jeunes filles-mères abandonnées par leur famille, sans ressources pour élever leurs enfants et sans formation.

Grâce à la mobilisation de son Président, nous avons organisé une séance de sensibilisation au profit de la Dynamique Provinciale JPSC en juillet à la Salle Polyvalente du CIPCRE. Quinze (15) femmes et 20 hommes y ont participé. Avec eux, nous avons discuté des relations de genre qui peuvent influencer leurs différentes commissions et examiné les différentes facettes des concepts d'équité, d'égalité, de discrimination de position et de condition.

A la faveur de la semaine internationale de la femme, nous avons produit et diffusé du matériel de sensibilisation, participé au défilé de 8 mars, organisé 4 tables rondes dans les localités de Bafoussam, Foumbot et Batcham. Dix mille (10 000) prospectus portant sur la signification et l'importance de la Journée du 8 mars ont été distribués aux populations. Quatre tables rondes ont été organisées : la première, sur le thème : " L'accès des femmes aux fonctions de responsabilités sociales et politiques : difficultés et perspectives d'amélioration " a eu lieu au CIPCRE et a permis de toucher 73 personnes dont de nombreuses femmes musulmanes ; la deuxième a été organisée à Foumbot en collaboration avec le Délégué de la Promotion de la Femme et de la Famille sur le thème : " La signification du 8 mars dans le contexte de l'arrondissement de Foumbot " au profit de 53 personnes dont 7 hommes et des autorités traditionnelles ; la troisième et la quatrième respectivement sur les thèmes " La place de la femme selon les Saintes Ecritures " et " Investir dans la femme et la jeune fille " se sont tenues dans la salle de réunion de la Sous-préfecture de Batcham sous l'animation d'un pasteur de la localité et de 3 femmes. Soixante huit (68) personnes dont 10 hommes ont bénéficié de ces rencontres. Mille (1 000) exemplaires du prospectus ont été distribués à ces occasions pour permettre aux participant(e)s de continuer le travail de sensibilisation dans l'arrondissement.

Formation

Nous avons organisé en avril dans les locaux du Mont Saint Jean deux sessions de formation sur l'élaboration des microprojets générateurs de revenus. Les deux sessions de formation ont permis de renforcer les capacités de 82 personnes dont 36 nouvelles femmes et 12 hommes. Deux principaux thèmes ont été abordés au cours de cette session : les éléments fondamentaux à prendre en compte et l'environnement fiscal dans la mise en œuvre d'un projet. En plus des femmes venant des associations partenaires du CIPCRE, on a noté la participation d'une femme venant de l'arrondissement de Penka -Michel, de deux étudiantes et de la Directrice d'une structure de micro finance, le CPFF (Centre de Promotion de la femme et de la famille) de Bafoussam qui a invité les participantes à venir soumettre leurs projets pour financement dans sa structure.



Formation au profit des associations féminines dans la salle de la promotion de la femme à Bangangté

Mus par le même objectif de renforcement des capacités des femmes bénéficiaires de nos services, nous avons organisé en juillet une session de formation sur " les relations matrimoniales et leurs implications dans le contexte social du Cameroun " au profit de 40 personnes dont 36 femmes du Centre de Promotion de la Femme et des groupes et associations du département du Ndé. Cette session, qui s'est tenue dans les locaux du Centre Promotion de la Femme (CPF) de Bangangté a été organisée en collaboration avec la Délégation Départementale de la Promotion de la Femme et de la Famille du Ndé. Pendant deux jours, 4 exposés ont été présentés sur la dot dans le département du Ndé, la réglementation du mariage en droit camerounais, les fiançailles et la dot en droit camerounais et sur les relations parents/enfants en matière de fiançailles et mariage. Ils ont été animés par 4 personnes ressources dont un magistrat, juge auprès du tribunal de Bangangté, un huissier de justice, le Délégué Départemental de la Promotion de la Femme et de la Famille du Ndé et une responsable coutumière.

Enquêtes

Nous avons mené une enquête en vue de connaître la place qu'occupent les femmes dans les bureaux des groupes partenaires et leurs contributions dans le processus de prise des décisions dans ces groupes, d'identifier les contraintes qui limitent leur participation dans les instances et processus de prise de décision et de proposer des stratégies pour lever ces contraintes. Un échantillon de 14 groupes répartis dans 7 localités a été retenu. Les groupes ont été choisis en fonction de 3 principaux critères que sont : groupes mixtes, sensibilité au genre et nature d'activités menées par le groupe.

Le résultat du dépouillement des fiches d'enquête a montré que les 14 groupes comptent 493 femmes contre 217 hommes. Cependant au niveau des bureaux, on note une forte représentativité des hommes même dans les groupes où les femmes ont une majorité écrasante. Dans l'ensemble des bureaux des 14 groupes par exemple, on dénombre 53 hommes sur 41 femmes, soit un pourcentage de 43,6. Au niveau des postes de responsabilité, les enquêtes ont montré que dans les 14 groupes, le poste de Délégué ou de Président est équitablement occupé par les hommes et les femmes. Ces données s'expliquent par le fait que le poste de Délégué ou de Président est un poste honorifique et de représentation du groupe et n'exige pas toujours de connaissances particulières. Par contre, le poste de secrétaire qui exige un minimum de niveau scolaire et une présence régulière aux réunions est occupé par 12 hommes contre 2 femmes. Quant au poste de trésorier, il est occupé par 10 femmes contre 4 hommes. Selon les membres des groupes, ce déséquilibre en faveur des femmes se justifie par la confiance à elles accordée en matière de gestion des finances dans les groupes et ceci indépendamment du niveau scolaire de l'occupante du poste.

Au niveau de la participation des femmes à la prise des décisions dans les groupes, il est ressorti qu'en général, les femmes qui occupent des postes de responsabilité assument peu les fonctions qui leur sont confiées. Parmi les raisons évoquées, les concernées ont relevé l'absentéisme des femmes aux réunions de bureau, les charges familiales, l'éloignement de certains lieux de réunion, le manque d'intérêt qu'ont les femmes pour les réunions, l'influence des hommes membres du bureau et la faible représentation numérique des femmes au sein des bureaux. A la suite de cette enquête, une rencontre a été organisée en vue d'identifier avec les partenaires les stratégies à mettre en œuvre pour améliorer la représentation des femmes au sein des bureaux et leur participation à la prise de décision. Entre autres actions à mener, il a été retenu : les rencontres d'échanges entre les femmes membres de bureaux des groupes partenaires, la sensibilisation des femmes pour plus de présence aux réunions du bureau et du groupe et plus particulièrement lors du renouvellement des élections du bureau, la formation des femmes sur le leadership féminin, la tenue du cahier de caisse et des pièces comptables et la promotion d'une culture démocratique au sein des groupes partenaires.

Pour renforcer les intérêts stratégiques des femmes au Bénin, nous avons d'abord réalisé une enquête dans la commune de Bonou sur le thème national retenu pour la célébration de la Journée Internationale de la Femme : " La représentation des femmes dans les sphères de prise de décision ". Suite à la

présentation de l'état des lieux, nous avons étudié les principales raisons de ce phénomène et identifié les voies et moyens pour y remédier, ne serait ce que progressivement. La séance s'est déroulée à la salle de réunion de la mairie de Bonou, le 08 mars et a connu la participation de 123 personnes dont 15 hommes. La pertinence des résultats de l'enquête faite à Bonou nous a convaincu de la nécessité de généraliser cette investigation dans d'autres Communes de l'Ouémé à savoir : Adjarra, Adjohoun, Aguégoués, Akpro-Missérété, Avrankou, Bonou et Dangbo. Pour le faire, nous avons élaboré une fiche d'enquête, ciblé les principales instances de prise de décision et de gestion des communautés, notamment : les conseils communaux ; les chefs de quartiers / villages ; les bureaux des Associations des Parents d'Elèves (APE) ; les Comités de Gestion des Centres de Santé (CoGeCS) et les Associations de Développement et groupes socioprofessionnels : Union Communale des Producteurs (UCP) ; Union Communale des Groupements de Femmes (UCGF) ; Association de Développement du Village (ADV), etc.

La collaboration avec les agents techniques des mairies nous a permis d'identifier et d'interviewer les personnes ressources desdites instances capables de nous fournir les renseignements corrects et utiles. L'exploitation de certains documents mis à notre disposition par les agents techniques des mairies ou certains Chefs de circonscription Scolaires (C/CS) et renseignant sur l'état démographique de la commune et les effectifs des élèves par cours et par école, a permis de collecter des informations très utiles sur la question.

Renforcement des capacités

Nous avons en outre réalisé le 21 août à l'endroit de 14 agents techniques des mairies (dont 5 femmes) et de trois élues locales une formation qui a porté sur les généralités de l'approche Genre et Développement. Le thème de la formation a été retenu suite à l'identification des besoins en formation des participants. Les rencontres de suivi post-formation ont permis de constater que les agents techniques de Bonou et de Porto-Novo veillent à l'intégration du genre dans l'exécution de leurs projets communautaires.

Appui aux microprojets

Nous avons apporté des appuis au projet de formation en couture et en broderie des jeunes femmes et filles de la communauté musulmane de la ville de Bafoussam en vue de contribuer à la résolution des problèmes relevés par les apprenantes et les monitrices et qui entravent la bonne marche des activités. Trois machines neuves ont été achetées, une nouvelle salle de travail plus grande a été prise en location et le paiement régulier des indemnités des monitrices a été assuré. Les visites de suivi nous ont permis, dans un premier temps, d'échanger avec les apprenantes sur la pérennité du projet.

Les apprenantes du projet AÏPAH

Du fait de ces échanges, les apprenantes ont réalisé la néces-



sité pour elles d'apporter une contribution financière de 1 000 FCFA par personne et par mois pour répondre à certains de leurs besoins élémentaires. Trente (30) jeunes femmes et filles ont continué à renforcer leurs capacités en couture et broderie. Les témoignages recueillis montrent qu'elles se sentent de plus en plus valorisées du fait des services qu'elles rendent aux membres de leurs familles grâce aux capacités acquises.



période du 17 au 24 juin.

Une séance de sensibilisation des femmes de la Commune Bonou sur la prise en compte du genre dans les sphères de décision lors de la Journée Internationale de la femme 2008

Intégration du Genre

En collaboration avec la responsable genre au CA, nous avons réalisé l'état des lieux de la prise en compte du genre au sein du CIPCRE. Un questionnaire a été conçu à cet effet et des entretiens ont été réalisés avec les membres du personnel. Au terme de ce diagnostic, quelques points de satisfaction ont été relevés : l'égalité hommes/femmes aux postes de responsabilité dans la structure, l'accès équitable du personnel homme et femme aux ressources. Les préoccupations notées ont porté sur la non formalisation de la politique genre et la motivation genre qui méritent d'être renforcées en permanence.

Au Bénin, la formation sur le thème " L'approche genre dans les micro projets de PROGEL " s'est déroulée le jeudi 26 juin et s'est articulée autour des généralités sur le genre et des études de cas pratique couvrant les trois thématiques de PROGEL, à savoir : Genre et assainissement : cas du microprojet Dynamisation du système de gestion déchets ménagers (Commune d'Adjarra) ; l'approche genre dans la réalisation d'un Schéma Directeur d'Aménagement du territoire : exemple du SDAC de Bonou et l'intégration du genre dans la gestion des ressources naturelles en zone humide : cas de la forêt marécageuse de KOTAN dans la commune d'Avrankou. Cette formation a été organisée au profit du personnel technique et des membres de l'AM.

Les connaissances en Genre et Développement de la cellule se sont enrichies par la participation à la session de formation organisée par le cabinet GESURI sur " Prise en compte du genre et la mesure d'impact dans les projets de développement ", du 21 au 25 juillet à Lomé au Togo.

Point Focal Genre

Au terme de la célébration de la Journée Internationale de la Femme dans la commune de Bonou le 8 mars, un comité provisoire de 14 membres a été constitué et s'est doté d'un Plan d'Action trimestriel (juin-août) comprenant entre autres la sensibilisation, l'animation en genre, les missions radiophoniques et le plaidoyer. La mise en œuvre des activités de ce plan d'action a beaucoup contribué au choix des 14 membres définitifs (dont 4 femmes occupant entre autres la Présidence et la trésorerie), a été officiellement installé par le 2ème adjoint au Maire le jeudi 20 novembre à la maison des jeunes et de la culture de Bonou. Notre appui au Point Focal pour la mise en œuvre de son plan d'action a consisté en l'organisation de séances d'IEC sur " L'importance de la scolarisation et du maintien des filles à l'école dans l'évolution du taux de représentation des femmes dans les sphères de prise de décision " ont été conduites au profit des élèves de quatre (4) collèges de la Commune de Bonou (Damè-Wogon, Bonou Centre, Atchonsa et Affanme) dans la

Nous avons aussi tenu une séance d'animation en genre au profit des membres du Point Focal de la commune de Bonou le jeudi 20 novembre, à la maison des jeunes et de la culture à l'intention de 14 personnes dont 3 femmes. A cette occasion, nous avons insisté sur certains aspects des généralités (nuance entre sexe et genre ; clarification des concepts liés au genre ; les principaux outils d'analyse en Genre et Développement).

Une équipe de deux membres (un homme et une femme) du Point focal et de la coordonnatrice de la Cellule Genre et Développement du CIPCRE-Bénin a réalisé le 19 décembre une émission radiodiffusée sur les ondes de La voix de la vallée sur le thème " Importance de la scolarisation et maintien des filles à l'école ". Cette émission a été préparée par les membres du point focal avec l'inspecteur de zone de la commune. Un dossier de presse a été adressé au chef programme de ladite radio.

Dans l'objectif de préparer la rencontre de plaidoyer à l'endroit des chargés de l'allocation des microcrédits aux plus pauvres dans la commune de Bonou, une mini enquête a été réalisée par les membres du point focal sur le mécanisme d'octroi desdits crédits aux plus pauvres de la localité. Les données seront utiles pour l'élaboration de l'argumentaire du plaidoyer.

Effets

Quant aux résultats et effets des activités menées, la participation à l'atelier de GESURI a permis de comprendre la technique de l'évaluation de l'impact de projet par une différenciation selon le genre, de découvrir de nouveaux outils d'analyse et de nouveaux concepts relatifs à l'approche genre et développement, à l'instar de " Gender analysis matrix " (GAM) et des 10 questions essentielles du PNUD et enfin, de maîtriser les notions d' " Equité entre genres ", d' " équité de genre ", de " disparité de genre " et de " discrimination de genre ". Au plan externe, l'organisation de la séance de formation dont ont bénéficié 14 agents techniques des mairies et 3 élus locaux a eu comme résultats, la mise en application du genre dans les projets communautaires des communes de Bonou et de Porto-Novo. L'enquête sur la représentation des femmes dans les sphères de prise de décision a abouti au constat de la quasi-absence des femmes dans les postes de prise de décision aussi bien dans les chefferies de villages que les structures communales, les bureaux des associations de parents d'élèves, les organes des associations de développement, les Bureaux des associations de développement " KPONOU " de la commune de Bonou, NOVIME de la Commune des Aguégus, les Unions Communales des Producteurs (UCP), etc. En termes qualitatifs, l'enquête a confirmé que les femmes occupent des postes qui leur sont attribués sur la base des stéréotypes sexistes des rôles : trésorière, chargée de la scolarisation, conseillère, etc. ■

COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT

Faire ce qu'on a à faire, c'est bien. Le faire savoir et qui plus est, par divers canaux, c'est mieux. Au Cameroun et au Bénin, nous n'avons pas dérogé à ce principe qui a comblé d'aise nos partenaires qui, en retour, nous ont donné leur feed-back. Sans simulacre ni faux-fuyant mais toujours dans l'objectif de contribuer, par leurs idées, à l'amélioration de leurs conditions d'existence.

Grâce à la collaboration étroite avec toutes les unités et cellules et avec les radios partenaires nationales, nous avons réalisé 5 reportages, interviewé 32 personnes dont 12 femmes et produit 57 émissions sur des sujets aussi divers que la pratique de l'apiculture à Bamendjo, la production des plants issus de fragments de tige et le sevrage des plants de bananier-plantain à Galim et à Bamougoum et les stratégies de conservation de la faune et de la flore dans la réserve de Santchou.



Entretien avec M. Woude Maurice, Conservateur de la réserve forestière de Santchou.

Ces émissions ont été diffusées sur la CRTV Bafoussam et sur RUT FM. La banque de données constituée lors de l'émission publique nous a permis de produire plusieurs émissions en plus sur le thème du VIH/Sida. De plus, nous avons réalisé et diffusé un vox pop en collaboration avec la Cellule Genre et Développement sur la signification et l'importance de la Journée Internationale de la Femme.

Comme effets induits par ces émissions, de nombreux auditeurs ont manifesté par téléphone, par courriers ou par la visite de notre centre de documentation leur intérêt pour les sujets traités. Parmi ces émissions, celles portant sur le VIH/SIDA ont été les plus écoutées par nos auditeurs. En effet, nous avons reçu des membres d'une association des personnes vivant avec le VIH-SIDA de la ville de Mbouda et du GIC Sénévé de la ville de Bafoussam venus s'informer des vertus des plantes médicinales dans la lutte contre le VIH/SIDA.

Au Bénin, la période de référence a connu l'élaboration, l'édition et la diffusion de la plaquette de sensibilisation sur le PAMES ; le lancement du bulletin " Notre

Environnement " : après le numéro zéro paru en avril, le N°1 a porté sur l'initiative PAMES et a été tiré en 1 000 exemplaires ; la production et la diffusion du rapport d'activités de 2007 ; la production en 500 exemplaires et la diffusion du rapport général de l'Atelier National sur PAMES ; l'édition en 300 exemplaires, la diffusion à diverses structures et la pose dans toutes les Mairies et divers lieux publics des Communes partenaires, de l'affiche de sensibilisation " STOP...Laissez-nous un environnement meilleur " et la contribution à l'élaboration du calendrier mural 2009 sur les thématiques de PROGEL.

Emissions publiques

Nous avons réalisé à la demande du correspondant communal de la ville de Mbouda pour la lutte contre le VIH/SIDA, une production publique sur le thème " SIDA et nutrition humaine ". Cette demande a été exprimée à la suite d'une série d'émissions que nous avons produites en collaboration avec le Programme de Radio Rurale du CTA et que nous avons diffusées sur les antennes de la CRTV-Ouest. Au bilan, 25 personnes vivant avec le VIH sur les 65 que compte l'association Etoile Mangwa ont participé à cette émission. Les sujets traités ont porté sur : le comportement en société des personnes porteuses du VIH ; les conditions d'hygiène à respecter par les personnes vivant avec le VIH ; l'impact du VIH-SIDA sur l'entrepreneuriat en milieu rural ; l'importance de la vie associative pour les malades et les personnes vivant avec le VIH ; la procréation médicalement assistée et l'influence du VIH-SIDA dans la vie des couples. Tous ces sujets ont été des occasions pour chacun des participants de partager ses expériences avec les autres et avec les auditeurs de " SOS Environnement ". Les enregistrements et interviews réalisés ont permis de produire 4 émissions de " SOS Environnement " qui ont été diffusées sur la CRTV Bafoussam et RUT FM.

Centres de Documentation (CEDO)

Au Cameroun, nous avons acquis 300 journaux sur l'actualité locale, nationale et internationale, 35 monographies et 30 brochures. Grâce au suivi du partenariat avec les institutions spécialisées, nous avons aussi reçu d'autres journaux tels que Spore, le Flamboyant, Echos du COTA, Mission, Faim et Développement Magazine. Quarante (40) éditions du journal de la documentation enrichies avec des informations tirées de l'Internet ont été préparées et présentées aux collègues lors des réunions hebdomadaires. 30 rubriques des revues des documents disponibles au CEDO ont été préparées et présentées dans l'émission SOS Environnement. Afin de promouvoir le Centre de documentation auprès des popu-



Photo d'ensemble avec les Personnes infectées au VIH après l'émission publique de Mbouda

lations bénéficiaires, une note d'information a été préparée et publiée dans le journal " La Voix du Paysan ". Comme effet induit, 383 lecteurs externes ont visité le centre de documentation avec pour centres d'intérêt les plantes médicinales, l'élevage des aulacodes, l'élevage des lapins et les statistiques de la province dans le domaine socio-économique. La gestion du centre de documentation au Bénin a été marquée par l'acquisition d'une soixantaine de nouveaux documents sur divers thèmes et l'accueil d'une vingtaine de visiteurs du centre.

Promotion des activités

Pour promouvoir les activités du CIPCRE auprès du public, nous avons envoyé 601 exemplaires du journal ECOVOX aux abonnés. Cent quinze (115) lettres de relance ont été préparées et envoyées aux abonnés dont l'abonnement est arrivé à terme. 12 articles ont été rédigés pour alimenter le site web du CIPCRE. En collaboration avec toutes les unités et cellules du CIPCRE, nous avons sélectionné, légendé et affiché sur le babillard à l'intention du public, 72 photos les plus représentatives des acti-

tivités menées. L'album numérique des photos de toutes les activités des unités et cellules a été régulièrement actualisé. Six cent quinze (615) ouvrages de la collection Foi et Action, 225 exemplaires d'ECOVOX et plusieurs autres productions dont des exemplaires des bandes dessinées, d'ECOJEUNES, du cahier d'animation de la CSP 2008 et des CD ont été vendus ou diffusés. Des exemplaires de toutes ces productions ont été classés dans les archives au niveau du centre de documentation.

La promotion des activités du Bénin a été faite à travers la réalisation et la diffusion de deux (2) émissions radio en langue nationale Gun sur Radio GERDDES FM sur " la gestion des zones humides : cas de la Commune d'Akpro-Misséré " et la " Place des écosystèmes humides dans l'aménagement de l'espace communal " ; la réalisation et la diffusion de six (6) émissions radio en langue nationale Gun sur la radio nationale (ORTB) et relatives aux thématiques de PROGEL ; la diffusion sur les chaînes de la télévision nationale ORTB (4 diffusions) du spot de sensibilisation sur les zones humides de l'Ouémé ; l'alimentation du site web ; l'organisation d'une séance de validation du rapport d'étude sur les sites humides problématiques avec les 7 communes partenaires et le personnel technique du CIPCRE et l'organisation d'une collecte de données sur les pratiques d'exploitation des écosystèmes humides : quatre Communes ont été couvertes et les manières dont les populations exploitent les zones humides ont été appréhendées notamment dans les secteurs d'activités relatives à la production végétale, la pêche, la pisciculture, la gestion des ordures, l'extraction du sable, la navigation, la culture et les loisirs. ■



PROMOTION DES TIC ET APPUIS-CONSEILS

Dans le cadre du " Programme de communication électronique pour renforcer l'action publique des Eglises et de la société civile contre la pauvreté, pour la démocratie et la protection du climat ", nous avons, à travers le CCS, facilité l'accès à la société de l'information par la promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication et réalisé des prestations de services, à la satisfaction de nos partenaires.

Au cours de la période de référence, nous avons organisé cinq causeries éducatives. La première a eu lieu au Centre de ressources multimédia (CRM). Elle a regroupé 25 jeunes dont 12 femmes du Club Biochimie de l'université de Yaoundé I sur le thème " Internet au service des étudiants ". La deuxième causerie éducative a réuni, toujours au CRM 24 moniteurs de culte d'enfants dont 12 femmes, de l'Eglise Evangélique du Cameroun, paroisse de Melen sur " Internet au service des jeunes". Une présentation succincte du micro ordinateur et de ses utilisations, ainsi qu'un exposé sur " Internet : usages, avantages et inconvénients " ont ponctué la causerie. Une séance de surf gratuite a permis aux bénéficiaires de découvrir les sites www.wikipedia.fr (encyclopédie en ligne), www.livrepourtous.com (bases de données gratuites de livre en ligne) et www.enseigne-moi.com (portail chrétien). Trois autres causeries éducatives sur l'importance des TIC ont été organisées avec la collaboration du Comité d'orientation et de suivi (COS) de la Campagne semaines pascales (CSP) de Yaoundé au profit de 800 jeunes des paroisses catholiques d'Obili et d'Essos sur l'importance des TIC.

Fête de l'Internet

La célébration du 10^{ème} anniversaire de la fête de l'Internet au Cameroun (FIC) a eu lieu du 15 au 17 mai à l'esplanade de l'Hôtel de ville de Yaoundé, sous le thème Internet : moteur de développement et de rapprochement des peuples. L'événement a réuni 23 entreprises opérant dans le secteur des TIC : AC3L, B.F.T. Business,

Bayam Sallam, Bia Boya, New Tech Solutions, Brain & commonsense, Marketing Research & International Business Consulting, Cameroun Sans fil, CAMTEL, CJARC, CTOOS, Equatorial communications, Gonago Telecom, Global Services et Communication, Infocomweb, Mega-Hertz SA, Microlog, MTN, Orange, Origine Corporation, SACONETS S.A, Wagne.net, WIN-SOFT, Baber Burger.

En ouverture, une conférence de presse, modérée par le célèbre journaliste Jean Vincent Tchienehom, a mobilisé une soixantaine d'organes de communication à l'Hôtel Franco à Yaoundé le 12 mai 2008. Patronnée par le Secrétaire général du Ministère des postes et des télécommunications, cette cérémonie s'est déroulée au Cercle municipal en présence du Secrétaire général du Ministère des affaires sociales, du Délégué auprès de Communauté urbaine de Yaoundé et des Directeurs généraux de CAMTEL, de la CAMPOST et de l'ART. A cette occasion, trois allocutions ont été prononcées à l'attention de près de 1000 invités : le souhait de bienvenue du Délégué du gouvernement ; le mot des organisateurs présenté par le Directeur général du CIPCRE et le discours d'ouverture du Secrétaire général du MINIPOSTEL qui a ensuite procédé à la coupure du ruban symbolique puis a effectué, avec sa suite, la ronde des stands.

Un faisceau d'activités a été déployé par les exposants dans leurs stands : présentation des produits et services, ateliers de formation, conférences-débats, navigation gratuite, etc. Les produits et services offerts se résu-

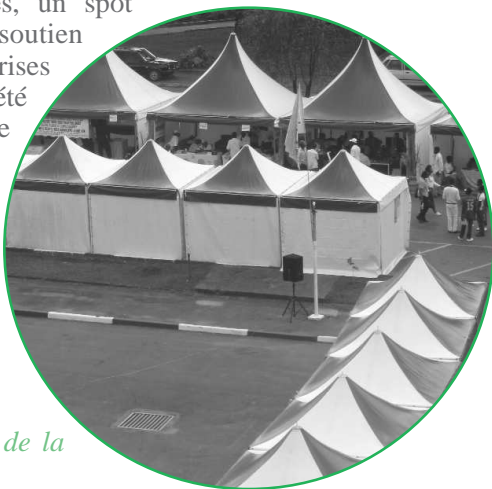


Lancement de la fête de l'Internet à Yaoundé : coupure du ruban symbolique

maient ainsi : création et vente des logiciels informatiques, promotion des logiciels libres ; vente, location et installation du matériel informatique ; vente des consommables informatiques ; création, hébergement des sites Internet et commercialisation des noms de domaine ; voix sur IP ; réseau VSAT ; télé sécurité ; commerce en ligne ; fourniture d'accès Internet...Le produit phare du village de FIC 2008 a été incontestablement le WIMAX, connexion Internet sans fil à haut débit couvrant une grande surface (jusqu'à 50 km de rayon). Ce produit était magnifié par les deux géants de la téléphonie mobile, MTN (sponsor officiel de la FIC 2008) et Orange (sous la marque Livebox).

Treize thèmes de formation et de conférence ont été dispensés dans autant d'ateliers, entre autres Comment garantir la confidentialité et la sécurité des données et documents confidentiels dans les échanges électroniques ? Internet et opportunités d'emploi pour les jeunes femmes diplômées ; Comment publier et diffuser : presse, radio (son) et télévision (vidéo) en ligne ? Enjeux et opportunités de l'utilisation des logiciels libres pour l'évolution des TIC en Afrique : Cas du Cameroun ; Initiation à l'Internet : Comment naviguer sur le Net, créer sa boîte e-mail et envoyer un message instantané ?

La FIC 2008 a attiré environ 15 000 visiteurs, fédéré les entreprises concurrentes de la téléphonie mobile (MTN, Orange, CAMTEL), les PME fournisseurs d'accès Internet (MEGA Hertz, GONAGO Telecom, Cameroun Sans fil...), les prestataires de services Informatiques (AC3L, CTOOS, MICROLOG...), les marchands de matériel informatique (Bia Boya, Winsoft...) et l'Etat (MINPOSTEL, ART, CAMPOST). Le village de la FIC 2008, aménagé par l'entreprise Inter Progress, sécurisé par la société VIGILCAM, animé par 30 hôtesses d'accueil, était, selon le témoignage flatteur d'un exposant de nationalité française, au même niveau que les salons événementiels organisés en Europe. La FIC a été populaire grâce à une palette de supports de communication composée de 350 dossiers de participation, un journal tiré à 500 exemplaires, 2 000 affiches, 3 000 dépliant, 36 000 tracts, 1 000 invitations, une demi douzaine de banderoles, un spot radio et télé. Le soutien financier des entreprises MTN et Orange a été déterminant. Le comité d'organisation a tenu une dizaine de réunions et effectué près de 400 heures/hommes de travail bénévole.



Une vue du village de la FIC 2008

Grâce à la Fête de l'Internet Cameroun, les activités de sensibilisation sur l'importance des TIC ont tou-

ché environ 15 000 personnes et 34 structures. Célébrée au mois de mai, elle a été capitalisée dans un journal bilan publié au mois d'octobre. L'entreprise Multiprint, sise à Douala, a réalisé l'impression de cette publication.

Formations sur les TIC

Un manuel des procédures de formation a été élaboré dans le souci de formaliser, d'harmoniser et d'améliorer nos pratiques habituelles. Il contient les types de formation ; les formalités d'inscription (demande d'inscription, tenue du registre d'inscription, droits d'inscription, test de niveau...) ; le déroulement des cours ; l'approche pédagogique ; la clôture des formations, etc. Des fiches pédagogiques y sont annexées.

Pour un souci d'efficacité, tout le personnel s'est réuni pour élaborer le plan de formation 2008. Nous avons recensé 23 thèmes de formation, fixé les dates de déroulement, déterminé les tarifs et défini les stratégies de prospection de la clientèle. Parmi les thèmes de formation, nous pouvons citer entre autres, la bureautique, l'infographie, la création des sites web, Publisher, PowerPoint, le weblog.

Afin de mobiliser le maximum de personnes pour les différentes formations offertes, nous avons mis à contribution les anciens apprenants. Ces derniers ont servi de relais marketing auprès de leurs relations et connaissances. Les supports de communication, notamment les dépliant, ont été actualisés.

Ils sont désormais vendus aux apprenants. Le support de cours sur l'initiation à l'informatique et à Internet a été éclaté en quatre modules : Initiation au P C , Microsoft Word , Microsoft Excel , I n t e r n e t , PowerPoint.



Initiation au PC, Microsoft Word, Microsoft Excel, Internet, PowerPoint.

Quant aux formations proprement dites, nous avons réalisé 24 sessions en 1 244 heures au bénéfice de 342 personnes dont 203 femmes/filles. Huit (8) sessions de formation en Bureautique (environnement Windows, Word, Excel, Internet...) ont réuni 168 apprenants dont 112 femmes. Deux rencontres de formation baptisées Informatique Vacances ont mobilisé trente adolescents dont dix-huit filles. Trois groupes de vingt jeunes chacun, issus des communautés de foi protestante, catholique et musulmane, ont reçu une formation d'initiation à l'informatique et à Internet. Le même thème de formation a été

dispensé à vingt jeunes handicapés dont sept femmes. Compte tenu de la spécificité de ces apprenants (difficulté de déplacement), la formation a eu lieu au Centre National de réhabilitation des handicapés (CNRH) d'Etoug Ebé. Les candidats ont été sélectionnés par Madame le Ministre des affaires sociales, partenaire de l'activité. Cette dernière a remis solennellement les attestations de formation à l'occasion de la Journée mondiale des handicapés, célébrée le 3 décembre. Le Ministre de la santé, le Directeur général du CIPCRE et plusieurs autorités administratives et politiques de Yaoundé étaient présents à la cérémonie.

Par ailleurs, les capacités de six employés, dont quatre femmes, du Comité diocésain justice et paix de Yaoundé ont été renforcées sur l'utilisation d'Internet, le logiciel de présentation PowerPoint, le logiciel de publication assisté par ordinateur (PAO) Publisher. Deux séminaires d'un jour chacun, ont réuni 35 personnes dont 20 femmes sur l'utilisation des logiciels Publisher et PowerPoint. D'octobre à décembre, trois femmes ont été formées en infographie (Photoshop, Xpress, Illustrator, numérisation d'image...). Dix jeunes dont six filles ont reçu une formation en Bureautique dans le cadre du Programme d'appui aux jeunes ruraux et urbains (PAJER U).

Grâce à ces formations, des partenariats ont été mis sur pied avec le Ministère des Affaires sociales, le CNRH, et le Ministère de la jeunesse (MINJEUN) ; le CIPCRE a été coopté par le MINJEUN comme membre du comité de pilotage d'élaboration de la politique nationale de la jeunesse et une demande de renforcement des capacités nous a été adressée par l'Association des handicapés diplômés de l'enseignement supérieur (AHDES).

Centre de ressources multimédia

Notre Centre de ressources multimédia (CRM) dispose d'un parc de trente-deux ordinateurs connectés au réseau Internet. Il est divisé en trois salles (une grande et deux petites). La grande salle modulable permet d'accueillir vingt à quarante apprenants (une à deux personnes par machine) pendant les sessions de formation en TIC. Cinquante invités peuvent y être reçus pendant les conférences. Deux salles sont utilisées concomitamment pour les sessions de formation et le surf par les internautes. Les activités de formation et de surf y sont permutées en fonction du nombre d'apprenants et d'usagers internautes. La troisième salle d'une capacité de dix places est mise à la disposition des consultants externes et des usagers originaires des organisations de la société civile. Un technicien veille quotidiennement au bon fonctionnement du réseau informatique et des équipements du CRM. Une employée assure l'accueil des usagers et la fonction de monitrice de cyber au CRM. Environ 12 000 usagers ont été accueillis en 2008.

Création et hébergement des sites et microsites Internet

L'activité de production de pages web vise à vulgariser les télé-services afin de lutter contre la pauvreté et

faciliter la présence des contenus camerounais sur Internet. Trois activités ont précédé la réalisation des sites web : l'actualisation du prospectus marketing, la prospection et la préparation des offres de services. Au finish, nous avons conçu et réalisé cinq sites : www.planetsurvey.org, www.ebc-cm.org, www.pcpacameroun.org, www.partnershipcameroon.org, www.affada.org. Deux clients ont été régulièrement entretenus et mis à jour : Global water Cameroon et Forum Cameroun. Sept microsites seulement ont été réalisés. Les membres (10 personnes dont 4 femmes) du Comité d'orientation et de suivi (COS) de la Campagne semaines pascales (CSP) de Yaoundé ont bénéficié d'une formation sur l'animation et l'administration du site Internet www.wagne.net/csp. Un guide d'administration du site a été élaboré, imprimé et leur a été distribué.



Le site de l'EEC hébergé par wagne.net

L'effet de l'intervention de l'unité de création des sites web est l'accroissement des contenus camerounais sur la toile. L'évolution vers des sites Internet dynamiques facilite l'alimentation des contenus par les utilisateurs et les administrateurs que nous formons.

Capitalisation des activités

Wagne.net a contribué à la capitalisation des activités du CIPCRE à travers l'appui à l'administration de sept sites Internet : www.cipcre.org, www.cipcre.org/cipcrebenin, www.cipcre.org/ecovox, www.wagne.net, www.wagne.net/csp, www.societecivile-cm.org, www.cmc-pac.org. Au cours de la période de référence, environ 150 nouveaux articles illustrés ont été mis en ligne. La mise à jour du site de la Campagne Semaines Pascales, www.wagne.net/csp a été décentralisée. Le site Internet www.wagne.net a été refondu afin d'être adapté à l'environnement des entreprises de promotion des TIC. A l'aide du logiciel Joomla, son design a été amélioré. Des espaces publicitaires et un module d'inscription aux sessions de formation en ligne y ont été introduits. Le site www.societecivile-cm.org a été régulièrement alimenté.

Vente des produits et services

Afin de d'accroître la vente des produits et services de Wagne.net, nous avons mis sur pied une unité commerciale. La responsable commerciale a enquêté auprès des bénéficiaires de formation, élaboré un plan marke-

ting, actualisé des supports de communication, prospecté et suivi des clients.

Les résultats de l'enquête ont montré qu'il existe deux catégories d'apprenants : les jeunes chercheurs d'emploi et les autres ; qu'ils sont satisfaits de la qualité de la formation et qu'ils ont de nombreux besoins dont nous nous sommes inspirés pour définir de nouveaux thèmes de formation tels que la prise en main de Office 2007 ; l'Administration système et réseaux sous Linux (Installation système, administration de base, installation de pare-feu, configuration de serveur proxy, web, DNS, messagerie).

Le plan marketing fait une analyse du contexte ; définit le marché cible ; propose des politiques de produits, de prix ; de promotion et de distribution. La grille tarifaire des produits et services y est actualisée. Les supports de communication ont été également actualisés afin d'être en harmonie avec les produits et services nouvellement conçus. Le webmarketing est introduit. Il s'agit des offres de services en ligne, des formulaires dynamiques (qui s'adaptent au profil du client) de demande devis et service, des bannières publicitaires et des newsletters.

La mise sur pied de l'unité commerciale a amélioré le suivi et les relations avec les clients. Au cours de la période de référence, le département Wagne.net a contribué aux produits propres du CIPCRE Conseil et Services pour un montant global d'environ 27 millions de francs Cfa dont 11 millions apportés par les opérateurs de téléphonie mobile MTN et Orange, dans le cadre du sponsoring de la Fête de l'Internet Cameroun.

Dans le cadre des appuis-conseils, nous avons mis en œuvre 3 groupes d'activités.

Réponse aux appels d'offres

Au cours de la période de référence, nous avons achevé la réalisation d'une offre et soumissionné à neuf appels d'offres dont entre autres : la manifestation d'intérêt au Programme national de développement participatif pour l'accompagnement de la commune de Baschenga et des communautés de Balong II, d'Otibili-Natchigal et d'Ebang Minala, la sélection des consultants en vue du coaching de la commune de Baschenga et Monatelé dans le cadre du PNDP ; le recrutement d'organismes locaux pour l'accompagnement des communes et communautés de Bayangam et d'Akonolinga ; les avis de consultation restreinte GTZ-PADDL pour l'organisation des opérateurs pour la mise sur pied d'une plateforme intersectorielle de communes de NkongZem et Kouoptamo ; les avis de consultation restreinte n° 21 et 22 respectivement pour la sélection d'un bureau d'étude en vue de l'accompagnement des acteurs des marchés dans la gestion et l'entretien des infrastructures mises en place par le PNDRT et pour la sélection de 5 consultants en vue de l'accompagnement des villages des producteurs dans la mise en œuvre du système des ventes groupées des produits des racines et des tubercules. Si nous avons généralement occupé la première ou la deuxième place pour l'offre technique en raison de la qualité du pool de nos

consultants pluridisciplinaires, nos offres de services en revanche ont achoppé sur les propositions financières et le dossier administratif biaisé par le fléau de la corruption.

Etablissement des contrats de services

Nous avons accompagné l'établissement de trois contrats de services et de deux contrats de sous-traitance. Hormis le contrat de l'EEC en cours de réalisation, tous les services ont été livrés, à la satisfaction des clients, à savoir : Programme d'appui à la jeunesse rurale et urbaine, Global Water Paternship Cameroon, Ministère de l'Enseignement Supérieur, Mission de Coopération Française et d'Action Culturelle. L'objet des contrats a porté respectivement sur la formation de 10 jeunes en bureautique et à l'élaboration de leurs plans d'affaires, la formation en administration et la mise à jour du site Internet ; le renforcement des capacités du personnel à l'utilisation du logiciel Excel et la mise à disposition du CRM pour la rencontre sous-régionale des responsables de chambres de commerce.

Autres prestations de services

Le CCS a diffusé les publications de la Collection Foi et Action, les journaux ECOVOX et ECOJeunes, et les tisanes de plantes médicinales produites par l'UPILD. D'autres prestations de services ont concerné la proposition de projets pour financement aux partenaires de développement. Trois projets ont été ainsi élaborés : Projet de renforcement du site Internet Les Chantiers de la société civile, version anglaise, accepté par le PCPA ; Projet de plaidoyer pour le code de la personne et de la Famille au Cameroun, soumis en 2007, sans réponse, au Fonds Genre et développement de la Coopération canadienne ; Projet de formation des maires des dix régions du Cameroun en techniques de plaidoyer ; Projet de formation en gestion du cycle de projets.

Nous avons donné des appuis-conseils aux organisations ci-après : (i) à la Communauté urbaine d'Ebolowa pour l'élaboration du Projet Carrefour Menuiserie, soumis au CCS/IPPTE ; (ii) au GIC Fe'essolo d'Ebolowa, pour l'élaboration du Projet de renforcement de son centre d'alevinage et de pisciculture, soumis à la FAO ; (iii) au Club des jeunes aveugles réhabilités du Cameroun (CJARC), pour la démarche d'agrément au statut d'ONG auprès du MINAT ; (iv) au Comité d'orientation et de suivi (COS) de la Campagne semaines pascales (CSP) de Yaoundé, pour la tenue des réunions du COS et les causeries éducatives ; (v) à la Dynamique mondiale des jeunes (DMJ), pour les causeries et la mise à disposition des ressources (espace de travail, connexion internet) ; (vi) à CTOOS, pour la mise à disposition des ressources (espace de travail, connexion internet) ; (vii) à l'Eglise Protestante Africaine (EPA) de Lolodorf, pour le suivi-évaluation du programme ARUVA-KM et la formation en gestion des responsables de l'Eglise au mois de mars 2008. Le résultat financier des activités, environ cinq millions de Fcfa, a été en deçà des efforts déployés. La mise en place de l'unité commerciale vise à améliorer la stratégie marketing, la prospection et la relation avec les clients. ■

NOS STRATEGIES ET NOS RESSOURCES

Pour mener à bien nos activités, nous avons dû recourir à une palette variée de stratégies, les unes classiques, les autres parfois inventées au fur et à mesure des opportunités. Cette souplesse a également sous-tendu la gestion de nos ressources, qu'elles soient humaines, financières ou matérielles. Au final, nous avons obtenu, malgré des difficultés enregistrées ici et là, des résultats globalement positifs et par Arrêté no 00160/A/MINATD/DAP/SDLP/SONG du 22 Octobre 2008 l'agrément au statut d'ONG.

C'est pour d'une part suivre l'évolution du CIPCRE dans l'accomplissement de sa mission et d'autre part vérifier la congruence entre les activités réalisées et la vision de l'organisation que la session ordinaire du CA s'est tenue au Centre Climatique de Bandjoun au Cameroun. Il est ressorti des travaux que la Fête des 20 ans du CIPCRE aura lieu en 2010, qu'il importe de réfléchir à une nouvelle formule de l'Assemblée des Membres du CIPCRE et que l'évaluation externe du Plan d'Action 2006-2008 doit déboucher sur le développement des stratégies pour l'avenir du CIPCRE.

Stratégies de suivi

Dans le cadre du suivi des activités de la CSP sur la " traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle " (TEFES) au Bénin, le Directeur Général y a effectué une mission au cours de laquelle des visites ont été rendues aux différents partenaires stratégiques en vue d'une part de les informer du niveau d'évolution de l'étude sur la " traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle au Bénin " et d'autre part de préparer le " lancement de la campagne traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle".

Nous y avons effectué des visites rapprochées au CCS, au rythme de deux à trois mensuelles. Mais c'est la préparation et l'organisation de la Fête de l'Internet qui ont mobilisé le plus nos énergies d'autant plus que cette année, elle a amorcé un tournant vers la mobilisation des opérateurs économiques travaillant dans le cadre des TIC. Nous avons pu ainsi impliquer MTN et Orange dans l'événement, animer l'équipe de coordination de la FIC,

prendre les contacts utiles au Ministère des Postes et Télécommunications, à l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication (ANTIC), auprès des médias publics et privés et à la Communauté Urbaine de Yaoundé pour le bon déroulement des activités programmées. Sitôt la FIC 2008 terminée, nous avons suivi la réalisation du journal bilan et supervisé la préparation du dossier marketing de la FIC 2009.

Le constat majeur fait en 2007 sur la professionnalisation nécessaire du processus de plaidoyer au sein de la CSP a eu des retombées en 2008. Parmi celles-ci, l'exigence d'une réflexion approfondie autour d'une étude quantitative nationale sur la TEFES, préalable nécessaire à la construction d'une base argumentaire solide, nous a amené à élaborer les TdR de cette étude et travailler avec des personnes ressources susceptibles de la conduire à bon port. C'est ainsi que l'équipe du professeur Claude Abe a été choisie. Elle s'est rapidement mise au travail et, au terme de l'année, a déposé le premier draft du rapport de l'étude.

Animation de la CSP

Outre les séances de coordination, nous avons surtout préparé et animé l'atelier national des Chefs Traditionnels et des Leaders Religieux sur la TEFES, ainsi que la Conférence de presse, le Match des Incollables, la Soirée Culturelle et la Célébration Œcuménique, activités d'envergure qui ont marqué le lancement national de la CSP. Nous avons aussi assuré la prise des images afin d'alimenter les archives du CIPCRE



Séance de validation du rapport de la TEFES au Bénin

et le site Internet de la CSP. Nous avons enfin réalisé le rapport de la semaine de lancement et l'avons abondamment diffusé.

Revitalisation du site de la CSP

Avec le concours de l'équipe de WAGNE à Yaoundé qui héberge le site de la CSP, nous avons piloté un projet de revitalisation via le transfert du site sur une plateforme plus simple d'utilisation et la création d'un " Espace COS ", réservé à ceux-ci afin de leur offrir des services en ligne. Le site permet maintenant aux COS qui ont chacun un nom d'utilisateur et un mot de passe de retrouver les courriers qui leur ont été adressés par la coordination, de consulter les listes d'adresses de tous les membres des COS, de télécharger divers documents relatifs à la campagne en cours ainsi qu'à l'animation en général.

Accompagnement des unités/cellules

Les réunions de planification annuelle, semestrielle et mensuelle, les ateliers bilan semestriels et les rencontres de coordination ont été organisées pour accompagner les unités opérationnelles et les cellules du CIPCRE-Cameroun dans la mise en œuvre des actions qui visent à répondre aux problèmes exprimés par nos partenaires à la base. Au Bénin, le Cabinet GESURI nous a appuyé par une mission dont les résultats ont permis de capitaliser nos pratiques et consolider un système de PSE pour le reste du triennat 2007-2009. Le plan d'action annuel a été décliné en plan d'action semestriel. Ensuite, au cours de chaque semestre, il a été procédé à l'harmonisation de programmes d'activités pour le compte de chaque trimestre et de chaque mois. De même, pour convenir des stratégies d'exécution des principales activités (fiches techniques) ou pour discuter de sujets d'importance particulière relatifs à la gestion du CIPCRE-Bénin, le Directeur et les coordonnateurs ont tenu en moyenne deux réunions de concertation (RC) par mois selon les besoins. Bien des fois, les réunions ont été élargies aux animateurs. Les visites de terrain ont été faites par : (i) les animateurs (au moins une fois par quinzaine), (ii) par les Coordonnateurs (au moins une fois par mois), et (iii) par le Directeur (une fois par trimestre). Au niveau de chaque entité (UPILD et CIPCRE-SU notamment), il a été tenu une séance de synthèse mensuelle des fiches de suivi.

Les rencontres de suivi interne ont été régulièrement tenues : les réunions mensuelles au niveau des unités, les rencontres plénières de bilan trimestriel, d'auto-évaluation semestrielle et d'Evaluation Annuelle. De même, le Directeur National a tenu des rencontres individuelles avec chaque Coordonnateur.

Réajustement du projet PROGEL

Face aux difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet PROGEL, il a été suggéré à EED deux alternatives : (i) l'octroi d'un financement supplémentaire pour garder l'échéance de 2009 précédemment fixée ou (ii) la réduction de la durée du projet à deux ans (donc terme échu en fin 2008). De même, nous avons estimé

que, quelle que soit l'alternative retenue, il serait judicieux de faire faire une étude approfondie pour identifier la thématique à prioriser et les cibles y afférentes et déterminer les stratégies les plus efficaces et les plus efficaces.

En réponse, EED a été favorable à l'actualisation du projet PROGEL. Aussi, a-t-il été mis en œuvre un processus participatif marqué par une séance de cadrage avec le Cabinet GESURI ; des séances de travail au sein du personnel technique, enrichies des consultations itératives avec la Direction Générale, DCAM/BETHESDA et le Cabinet GESURI et une séance d'harmonisation tenue dans le cadre de la visite de EED au CIPCRE-Bénin.

Bureau de liaison

Le marketing social et les relations publiques ont été développés sur le plan national, notamment à travers la centaine d'institutions dotées de nos publications. En particulier, la mise en place d'un bureau de liaison et d'une équipe permanente dans le Nord-Bénin s'est révélée une aubaine pour le développement institutionnel du CIPCRE-Bénin.

Stratégies de gestion

Au plan du contrôle et du suivi financiers, nous avons organisé 8 missions d'audit interne dont 2 au CIPCRE-Bénin, 2 au CCS, 2 au CIBLO et 2 à Bafoussam. Vingt (20) rapports d'audit ont été élaborés dont 2 rapports d'audit de contrôle interne, 2 rapports d'audit sur les états financiers et 2 rapports financiers modèle EED pour chaque Direction. Au CCS, nous avons produit 1 rapport d'audit financier final du Programme de Communication Electronique entre Ecoles en Afrique WAGNE et 1 rapport d'audit d'ouverture pour l'appui au développement et protection du climat par l'Internet.

Pour ce qui est de la gestion des ressources matérielles, 3 inventaires de mobilier et équipement ont été réalisés dans chaque entité de travail. Au CIPCRE-Cameroun, 12 inventaires supplémentaires ont été réalisées dont 9 concernent les aulacodes et 3 les plantes médicinales.

Quant à la tenue de la comptabilité, nous avons enregistré les documents et préparé les différentes demandes de virement. Au total, 12 demandes de virement ont été élaborées et envoyées aux partenaires. Autant d'accusés de réception de ces virements ont été confectionnés.

Au Bénin, nous avons accueilli 4 stagiaires : 2 étudiants de l'Institut National de la Jeunesse et de l'Education Physique et Sportive (INJEPS) pour un stage académique d'un mois ; 1 Ingénieur du génie de l'environnement pour un stage bénévole d'un mois et 1 Stagiaire Réintégrant/EED (titulaire d'un doctorat en gestion des ressources naturelles) dont la prise de service attendue pour début avril n'a pu être effective que le 23 juin pour ne durer finalement que quatre jours. Quatre étudiants dont deux de nationalité suisse ont été accueillis et suivis au Cameroun. Des appuis financiers et maté-

riels leur ont été accordés pour mener à bien leurs stages.

Les capacités du personnel ont été renforcées à travers la formation du personnel technique sur l'Elaboration de modules et supports de formation, animée par le Service d'Appui Local (SAL) de EED en Afrique de l'Ouest (Cabinet GESURI) ; le MS project (un logiciel de gestion informatisée des projets), animée par le Service d'Appui Local (SAL) de EED en Afrique de l'Ouest (Cabinet GESURI) ; la mesure d'impacts et la prise en compte du Genre dans les projets de développement et le Self marketing, le lobbying et le plaidoyer. Par ailleurs, un atelier interne a été tenu avec tout le personnel technique sur l'amélioration des documents de reddition de compte.



Participants à l'atelier du Réseau DAF au Congo Brazza

Publications

Quatre publications ont été réalisées : Ecovox N° 39 et 40 respectivement sur Corruption et Gouvernance et Prostitution et Société, les deux tirés à 2 000 exemplaires chacun ; le rapport public consolidé de nos activités de 2007 tiré à 3 000 exemplaires ; le calendrier 2009 qui a porté sur le Projet de Promotion de la Gouvernance Environnementale Locale (PROGEL) a été tiré en 3 000 exemplaires et CSP News N° 1 et 2 ont été tirés chacun en 10 000 exemplaires et diffusés auprès des COS, des Paroisses et du grand public.

Un ouvrage sur les jeunes est en cours de préparation. En effet, après les émeutes de février au Cameroun qui ont agi comme une décharge électrique sur de nombreuses structures, associations, Eglises et ONG, nous avons décidé de commettre un essai sur les différents défis, pressions et frustrations auxquels les jeunes sont soumis. Après plusieurs mois d'enquête auprès des jeunes, nous avons rédigé la première mouture de l'ouvrage. Le livre devrait bientôt être publié dans la Collection Foi et Action.

Evaluation prospective

Nous avons apporté un appui d'une part à l'organisation de l'évaluation externe de la Direction Générale et du CIPCRE-Cameroun pour la période de 2006 à 2008

et d'autre part à la planification des activités pour la période de 2009 à 2011. Cette évaluation prospective a eu lieu du 11 au 28 août et a été conduite sur le terrain par M. Flaubert Djateng et Madame Christine Kayser, tous deux consultants. Consacrée à l'analyse de tous les secteurs d'activités dans lesquels le CIPCRE s'est investi et soucieuse de dégager l'horizon pour les prochaines années, cette évaluation a mis en lumière un certain nombre de points qui font aujourd'hui la force du CIPCRE. Mais elle a aussi mis le doigt sur des faiblesses et des carences auxquelles il convient de faire face pour améliorer la contribution de l'organisation à la transformation sociale.

L'une des leçons fortes retenues de cette évaluation a été que nous devons passer de la logique de justification tournée vers les bailleurs de fonds à qui nous rendons compte des activités selon une perspective purement statistique à la logique de transformation sociale tournée vers les partenaires sur le terrain. Sur la base de cette logique, un atelier de réflexion sur la planification stratégique regroupant le personnel du CIPCRE et les partenaires du terrain a été organisé au Mont Saint Jean à Bafoussam. Au terme des travaux, une stratégie d'intervention du CIPCRE a été adoptée, des axes stratégiques dégagés et des thématiques transversales élaborées.

Pour répondre à la nouvelle configuration stratégique et opérationnelle, le CIPCRE s'organisera dorénavant en une Direction Générale avec deux entités de travail : la Cellule de Communication (CECOM) et l'Unité Foi et Action Sociale (UFAS) et une Direction Nationale avec quatre entités de travail : l'Unité de Promotion des Initiatives Locales de Développement (UPILD), l'Unité Jeunesse et Citoyenneté (UJEC), le Centre de Ressources Multimédias (CRM) et le CIPCRE Bamenda Liaison Office (CIBLO).

En plus des deux directions, un Comité de Pilotage Stratégique (CPS) a été mis sur pied. Instance de synergie et de coordination du travail des axes stratégiques et des thématiques transversales, le CPS est chargé d'assurer, à travers des rencontres périodiques, la cohérence de l'action globale du CIPCRE. Le CPS est constitué, outre du Directeur Général et du Directeur National du CIPCRE-Cameroun, des Coordinateurs des unités de travail (UFAS, CECOM, UPILD, UJEC, CIBLO et CRM) et des Chargés des Thématiques Transversales (Ecologie, Genre, Citoyenneté et bonne Gouvernance).

Relations de partenariat

Nous avons reçu au Cameroun la visite de la Pasteure Cookie. Avec elle nous avons discuté du dossier du Changement Climatique, de la clôture du Plan Triennal 2006-2008 du CIPCRE et de la contribution de Kerkinactie au prochain Plan Triennal 2009-2011 du CIPCRE. Olivier Martin de DM Echange et Mission nous a également rendu une visite de travail. Avec lui, nous avons procédé à l'évaluation finale du séjour de Sébastien et de Mia, envoyés de DM Echange et Mission au CIPCRE. La contribution de ce partenaire au Plan d'Action



3ème Consultation CMC-Partenaires Camerounais

Triennal 2009-2011 du CIPCRE a également fait l'objet de discussions. Avec Rudolf, nous avons une fois de plus échangé sur les perspectives de construction du Complexe Vert du CIPCRE. Avec Dorien Verbeek, les échanges ont tourné autour de la contribution de CMC au financement de l'UFAS et des activités de la Campagne Semaines Pascales.

La période de référence a enregistré la visite d'une délégation de EED au CIPCRE-Bénin. Composée de M. Udo BERTRAND, Responsable des projets au Département Afrique 1, et de M. Simon Mawuli AKPAKI, Directeur du Cabinet GESURI (qui fait office de Service d'Appui Local de EED pour l'Afrique de l'Ouest). La délégation a effectué des visites de terrain et tenu des séances de travail relatives aux projets PROGEL et Campagne contre la TEFES.

Les relations de partenariat engagées en 2007 avec l'Observatoire du Changement Social (OSC), une structure spécialisée du Ministère du Développement, se sont concrétisées dans le cadre du programme dénommé Suivi d'Impact Local Participatif (SILP) dans quinze (15) écoles primaires du Département de la Donga (Nord-Bénin). L'essentiel des activités se résume à la négociation, la contractualisation et la gestion des relations avec l'OCS ; la mobilisation d'une équipe dans la Donga et la mise en œuvre des activités.

De nouvelles relations de partenariat ont été établies avec la GTZ dans le cadre des interventions du CIPCRE-Bénin dans les départements de l'Atacora et de la Donga. Il lui a été soumis le Projet d'Appui aux Jeunes pour l'Education à l'Environnement et à la Citoyenneté (PAJEC), projet dont la phase exploratoire a été mise en œuvre à l'occasion des Semaines Culturelles Allemandes

au Bénin du 11 au 23 novembre. Dans ce cadre, nous avons initié et organisé quatre activités dans les Communes de Djougou, Ouaké et Bassila : une marche de sensibilisation : caravane inaugurale à Djougou ; une opération " Observons notre cadre de vie " à Djougou ; une conférence sur les signes du changement climatique à Ouaké et une rencontre d'échanges entre jeunes volontaires allemands et jeunes béninois, à Bassila.

Des contacts ont été pris avec le DED dans la perspective de mettre un(e) assistant(e) à la disposition du CIPCRE-Bénin pour le compte de son Bureau de Liaison dans la Donga. En attendant de répondre à cette sollicitation, DED nous a donné l'opportunité de solliciter un(e) volontaire dans le cadre de son programme Weltwärts.

Participation aux Réseaux

Nous avons été actifs dans plusieurs réseaux aussi bien au Cameroun qu'au Bénin. Au Cameroun nous avons, en qualité de membre du Comité de Suivi du Budget d'Investissement Public, continué à participer aux réunions organisées respectivement par le Préfet du Département de la Mifi et le Gouverneur de la Province de l'Ouest. La collaboration avec la Délégation Provinciale des Enseignements Secondaires s'est poursuivie à travers les activités de suivi conjoint des projets d'aménagements des espaces verts dans les lycées et collèges. Dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de la Femme, des activités conjointes ont été organisées et réalisées avec les Délégations Provinciales de la Promotion de la Femme et de la Famille des Provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest. Des activités similaires ont été menées avec les Délégations Provinciales de l'Environnement des deux Provinces.

Deux contrats ont été signés entre le CIPCRE-Cameroun et le DED. Ils portent respectivement sur l'accueil au CIPCRE-Cameroun d'un volontaire Allemand et sur la mise à la disposition du CIPCRE-Cameroun d'une subvention pour le paiement du salaire d'un expert national en service au Programme d'Appui aux Organisations de la Société Civile du DED dans le cadre du PADDL II dans la Province de l'Ouest. Une collaboration étroite avec les volontaires du Corps de la Paix a facilité la réalisation de bon nombre d'activités sur le terrain aussi bien dans la Province de l'Ouest que du Nord-Ouest. Avec l'Université des Montagnes, des négociations sont en cours pour formaliser la collaboration déjà existante.

Nous avons organisé à Kribi, en tant que Point Focal du Réseau CMC/Partenaires Camerounais, la troisième Consultation de ce réseau ainsi que la session de renforcement des capacités de ses membres. Au terme de cette consultation-formation à laquelle ont pris part outre Mme Dorien Verbeek de CMC et des représentants du CIPCRE, ceux du SeP, du CEPCA, du CSIC, du SNJP, de Forum Cameroun, de l'ALVF, de DMJ et des Commissions Diocésaines Justice et Paix de Bafia, Bafoussam, Douala, Yaoundé, Bamenda, Eséka et Maroua, les participant(e)s ont été initié(e)s au cadre logique et décidé à l'unanimité de transformer le Réseau CMC-Partenaires Camerounais en Réseau Foi et Libération.

Le rapport de cette rencontre a été élaboré par nos soins. De même, nous avons organisé un atelier de renforcement des capacités en collaboration avec TrustAfrica sur le thème Coopération Interreligieuse et Développement au bénéfice des communautés de foi catholique, protestante, islamique et des tenants de religions traditionnelles. Un autre atelier organisé en collaboration avec CMC, a eu lieu au Centre Climatique de Bandjoun. Il a abouti à la constitution du Réseau Foi et Libération et nous a confirmé comme Point Focal.

Nous avons enfin pris part à de nombreux autres ateliers/séminaires dont : le Séminaire Régional de Limbé pour l'Afrique Francophone du Service des Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement (EED) sur le thème : La jeunesse africaine dans un monde en transformation et les défis de la collaboration interculturelle ; la rencontre des partenaires de EED organisé par le Cabinet AGESFO du 24 au 28 novembre à Douala sur les implications juridiques et fiscales sur les activités des associations et des organisations sans but lucratif au Cameroun ; le Forum des Chefs Traditionnels de l'Ouest au cours duquel nous avons donné une conférence sur le thème : Dot et rites de veuvage : état des lieux et perspectives ; l'atelier sous-régional d'échanges et de formation à Brazzaville sur le thème : Les sociétés civiles en Afrique Centrale : quel devenir, quelle autonomie ? ; la rencontre organisée par Zenü Network sur les opportunités offertes par le PASOC dans le cadre de son Devis Programme n° 1 et 2 ; l'atelier sur le Suivi indépendant des politiques

publiques organisé par CMS en partenariat avec DED au Mont Saint Jean de Bafoussam au profit des organisations de la société civile de l'Ouest et du Nord-Ouest ; l'atelier AJP CEDES-PADDL II/DED dans la salle de conférence du Zenü Network au profit des Organisations de la Société Civile de la Province de l'Ouest, partenaires du DED/PADDL II sur le thème : " La décentralisation : enjeux, défis et perspectives d'action des OSC " et l'atelier OSC-Programme CHOC dans la salle de conférence du Zenü Network à Bafoussam sur le thème " La normalisation de la politique anticorruption au Cameroun : Etude de l'Avant Projet de loi portant prévention et répression de la corruption et infractions assimilées. ".

Nous avons enfin assuré le portage du projet Dîner Parlementaire, initié par Dynamique Citoyenne (DC) et financé par DED. Il s'agissait d'une action de plaidoyer auprès des députés dans le but d'influencer une meilleure allocation des ressources financières de l'Etat. Pour cela, la commission macroéconomique de DC, à laquelle nous appartenons, a préparé un préalable un document d'analyse du projet de budget 2009. Le dîner parlementaire a eu lieu le 28 novembre à l'Hôtel des députés à Yaoundé. La radio télévision Siantou (RTS), et la chaîne de télévision New TV ont servi de supports de diffusion d'une table ronde sur le même sujet. Les activités des OSC sont capitalisées sur le site Internet, Les chantiers de la société civile.

Au Bénin, notre participation aux activités des réseaux s'est poursuivie au sein du Groupe d'Action National (GAN) où l'essentiel des activités s'est résumé à la mise en œuvre du projet Elections Communales 2ème mandature organisées en avril 2008. Dans ce cadre, nous avons participé à la campagne médiatique de sensibilisation des citoyens en faisant diffuser sur deux (2) radios de proximité le message réalisé par le GAN et en procédant à l'observation des bureaux de vote dans trente (30) arrondissements de cinq (5) Communes (Adjarra, Akpro-Missérétié, Avrankou, Porto-Novo et Sèmè-Podji).

Nous avons animé la plate-forme des acteurs intervenant dans le secteur Eau dans les départements de l'Ouémé et du Plateau en poursuivant la mise en œuvre de la Campagne de Plaidoyer pour l'assainissement des points d'eau dans 4 communes ; en accueillant la mission d'étude du Schéma de développement et de renforcement des capacités des Points focaux ; en organisant l'Atelier départemental sur le Livre Bleu ; en élaborant le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2008 et en participant aux formations nationales et en restituant la formation Genre et GIRE aux acteurs du Point Focal.

Ressources financières

Les ressources financières mobilisées pour accomplir notre mission au cours de la période se présentent comme suit :

COMPTE D'EXPLOITATION CONSOLIDE DU CIPCRE ANNEE 2008

1er janvier au 31 décembre 2008
(en F CFA)

1 - RECETTES

Libellés	Cameroun	CCS	Bénin	Total
1 - RECETTES				
1.1- Report au 1er janvier 2008*	54 459 830	0	5 518 872	59 978 702
1.2 Produits propres	10 894 949	18 815 757	27 137 061	56 847 767
1.3 Versement DG	0	88 708 202	68 527 818	157 236 020
1.4 Versements contractuels	360 158 874	0	0	360 158 874
<i>EED</i>	287 320 235	0	0	287 320 235
<i>KERKINACTIE</i>	18 982 424	0	0	18 982 424
<i>CMC/AMA</i>	36 029 935	0	0	36 029 935
<i>DM</i>	7 821 106	0	0	7 821 106
<i>TRUST AFRICA</i>	10 005 174	0	0	10 005 174
<i>Appuis DG au CCS</i>	0	0	0	0
Total Recettes (1)	425 513 653	107 523 959	101 183 751	634 221 363

2 - DEPENSES

Libellés	Cameroun	CCS	Bénin	Total
Directions	220 214 654	101 180 888	80 948 461	384 896 538
Equipement	7 461 400	29 910 949	65 000	37 437 349
Frais de personnel	71 667 478	18 437 165	22 852 664	112 957 307
Frais administratifs	23 750 754	30 224 752	8 878 022	62 853 528
Coordination	28 630 339	0	5 888 180	34 518 519
Frais de programmes	86 577 659	22 608 022	27 944 154	137 129 835
CCS	2 127 024	0	0	2 127 024
Autres activités	0		15 320 441	15 320 441
Appui aux Directions	157 236 020			
<i>Bénin (PROGEL & TEFES)</i>	68 527 818			
<i>CCS</i>	88 708 202			
Projets satellites	30 202 293	0	7 871 365	38 073 658
<i>TEFES Bénin</i>	3 110 860	0	7 871 365	10 982 225
<i>TEFES Cameroun</i>	13 100 655			
<i>Religion et lutte contre la déshumanisation des rites de veuvage</i>	6 149 704			
<i>Fonctionnement Point Focal Réseau-PAC</i>	7 841 074			
Total dépenses (2)	407 652 967	101 180 888	88 819 826	597 653 681
Solde au 31 décembre 2008 (3) = (1) - (2)	17 860 686	6 343 071	12 363 925	36 567 682
TOTAL	425 513 653	107 523 959	101 183 751	634 221 363

POUR CONCLURE

En dépit d'un contexte mouvementé, marqué par des crises de toutes sortes, le CIPCRE a, conformément aux engagements contractuels pris avec ses partenaires, globalement réalisé ses activités pour le compte de l'année de référence. Au Cameroun particulièrement, l'évaluation prospective du CIPCRE pour la période de 2006 à 2008 et la planification stratégique 2009-2011 ont constitué des moments forts au cours desquels le personnel, sous l'impulsion des évaluateurs, a revisité ses activités et pris des engagements pour l'avenir. Au registre de ces engagements, celui de passer de la logique de justification tournée vers les bailleurs de fonds à celle de transformation sociale tournée vers les partenaires, a été au centre des préoccupations. L'enjeu est désormais de provoquer le changement au-delà de nos produits/réalisations.

Au Bénin, la deuxième année de mise en œuvre du projet Promotion de la Gouvernance Environnementale Locale (PROGEL) s'est terminée sur une note de satisfaction en ce qui concerne le travail avec les autorités en charge de l'éducation et les usagers de l'école pour l'institutionnalisation du PAMES ; l'appui aux militants écologiques et la promotion des rapports équitables homme/femme par l'approche Genre : la nouvelle stratégie qui consiste en la mise en place de point focal Genre au niveau communal mobilise les acteurs à la base.

Au CCS, la Fête de l'Internet a connu un grand succès avec la participation des opérateurs de téléphonie mobile MTN et Orange. L'enquête réalisée auprès des bénéficiaires de nos services a montré qu'ils ont été dans l'ensemble satisfaits.

Cependant, nous avons eu à faire face à quelques difficultés dont, au CIPCRE-Cameroun la rareté du substrat qui limite la production des plants d'arbres domestiqués, l'étroitesse du centre de documentation, le coût de location des bœufs et les conflits agriculteurs/éleveurs qui ne favorisent pas toujours la vulgarisation de la technique de parage nocturne des bœufs ; au CIPCRE-Bénin, sur les six communes ayant signé le contrat d'objectifs en 2007, trois communes sont restées engagées (Bonou, Aguégues et Adjara) mais pour les trois, seulement 50 % des microprojets sont mis en œuvre et les responsables techniques ne sont pas toujours disponibles.

En perspective, les défis fondamentaux à relever portent essentiellement sur la détermination des meilleures pratiques d'exploitation des zones humides et un renforcement de la communication sur les radios et les chaînes de télévision ; au CCS nous envisageons de créer des partenariats de sous-traitance avec les jeunes diplômés sans emploi pour améliorer le résultat de l'unité de production des sites web. La mise en place de l'unité commerciale contribuera à rendre plus performantes notre stratégie marketing et la relation avec nos clients.

Au CIPCRE-Cameroun et à la Direction Générale, le défi le plus important reste la traduction en actes des recommandations issues de l'évaluation prospective. Au regard de la détermination qui a animé le personnel au sortir de cette évaluation et de la mobilisation des énergies observée dans toutes nos entités de travail au Cameroun et au Bénin, nous avons la conviction que les défis seront relevés et que nous accompagnerons de manière plus efficiente nos partenaires à la base dans la prise en main leur destin. ■

LISTE DES ABREVIATIONS

AHDES	Association des Handicapés Diplômés de l'Enseignement Supérieur	JNP	Journées Nationales de Précollecte
ANTIC	Agence National des Technologies de l'Information et de la Communication	JPN	Jardin des Plantes et de la Nature
ART	Agence de Régulation des Télécommunications	KEKUFAG	Kedjom Ketinguh Union of Farming Groups
BACC	Bureau d'appui à la coopération canadienne	KTE	Kerya Top Bar
BASC	Bureau des actions socio caritatives	MEPS	Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire
BECOM	Bureau d'Etude et de Communication	MIC	Maison Internationale de la Culture
C/RAV	Chargé de la Recherche-Action et de la Veille stratégique	MIDENO	Mission de Développement du Nord-Ouest
CAD	Conférence Administrative Départementale	MIFU	Mezam Integrated Farmers' Union
CCO	Communauté des Communes de l'Ouémé	MINADER	Ministère de l'Agriculture et le Développement Rural
COS	Comité d'Oriantation et de Suivi	MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et la Famille
CRAFOD	Centre Regional Africain de Formation pour le Développement	NESA	Network for Sustainable Agriculture
CREPA	Centre Béninois pour le Développement des Initiatives de Base	NWADO	North West Association of Development Organisation
CRM	Centre de Ressources Multimédia	OCCD	Organe de Concertation pour la Gestion des Déchets
CRPA	Centre Régional pour la Promotion Agricole	OCS	Observatoire du Changement Social
CSIC	Conseil Supérieur Islamique du Cameroun	ONG	Organisation Non Gouvernementale
CTA	Centre Technique Agricole et Rural	OSCC	Organisation de la Société Civile Camerounaise
DAC	Département Appui et Conseil	PADDL	Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local
DC	Dynamique citoyenne	PAMES	Plans d'Aménagement de l'Espace Scolaire
DDEC	Direction de la Décentralisation de l'Éducation et de la Coopération	PAO	Publication Assisté par Ordinateur
DDEPN	Direction Départementale de l'Environnement et de la Protection de la Nature	PAQ	Plan d'Action Quinquennal
DDS	Direction Départementale de la Santé	PCPA	Programme concerté pluri acteurs
DED	Service de Développement Allemagne au Cameroun	PGDSM	Projet de Gestion des Déchets Solides Ménagers
DHAB	Direction de l'Hygiène, de l'Assainissement à la Base	PGUD	Projet de Gestion Urbaine Décentralisée
DMU	Dynamique Mondiale des Jeunes	PND A	Politique Nationale de Développement de l'Artisanat
DSO	Direction du Service Opérationnel	PNDP	Programme national de développement participatif
EPA	Eglise Protestante Africaine	PNDRT	Programme National de Développement des Racines et Tubercules
EPMB	Eglise Protestante et Méthodiste du Bénin	PNE	Partenariat National de l'Eau
FED	Fonds Européen de Développement	PNUE	Programme des Nations Unies pour le Développement
FIC	Fête de l'Internet Cameroun	PROGEL	Promotion de la Gouvernance Environnementale Locale
FOSCAM	Fédération de la société civile camerounaise	PRONAPM	Producteurs Novateurs Agropasteurs de Poka, Michel
GAN	Groupe d'Action National (un réseau des ONG et églises béninoises partenaires de EED)	PRTC-Foxa	Presbyterian Rural Training Centre - Foxa
GBEEC	Groupe biblique des élèves et étudiants du Cameroun)	PTBA	Plan de Travail et de Budget Annuel
GEA	Groupe des Eleveurs et Agriculteurs	RAT	Réforme Administrative Territoriale
GIC	Groupe d'Intérêt Commun	RRRDP	Réseau des Radios Rurales des Pays en Développement
GIC ADB	GIC des Apiculteurs Dynamiques de Batoufam	SADECO	Santé et Développement Communautaire
GIC AGROFOBA	GIC des Agroforestiers de Bongang	SDAC	Schéma Directeur d'Aménagement de la Commune
GIE	Groupe d'Intérêt Economique	SLIP	Suivi d'Impact Local Participatif
GP- DERUDEP	Grassroot Participatory and Decentralised Rural Development Project	SNV	Organisation Néerlandaise pour le Développement International
GWA	Gender and Water Alliance : Alliance Genre et Eau	SWECSO	Réseau des ONG du Sud-Ouest
GWP- Cameroon	Global Water Partnership Cameroon	TIC	Technologie de l'information et de la communication
IDAAS	Integrated Development Approach Association	UGICFPAB	Union des GIC des Femmes Paysannes de l'Arrondissement de Exoéja
IDF	Integrated Development Foundation	VDM	Voix des Montagnes
IIED	Institut International pour l'Environnement et le Développement	WAGNE	Wagon africain de gestion de nouvelles électroniques

QUI SOMMES NOUS ?

Notre identité

Nous sommes :

- Une organisation Non Gouvernementale de droit camerounais née en 1990 ;
- Une ONG d'environnement et de développement durable ;
- Un espace de promotion du dialogue social, œcuménique et interreligieux. ■

Notre Vision

Nous rêvons :

- D'un monde fondé sur le projet de Dieu pour Sa Création, projet de vie en abondance et tel que révélé en Jésus-Christ;
- D'une monde où l'homme et la femme s'affirment comme acteurs de leur devenir dans un rapport sain à leur histoire et à leur environnement et s'épanouissent physiquement, moralement, socialement et spirituellement, conditions préalables à l'expression de leur dignité ;
- D'un monde où l'humanité s'organise en une société démocratique, juste, pacifique et respectueuse des droits de la personne. ■

Notre mission

Nous avons pour mission d'œuvrer pour la promotion de la création en contribuant à la transformation des structures sociales et au renforcement des capacités pratiques et stratégiques des populations défavorisées pour la prise en main de leur destin.

Nos domaines d'intervention

Pour accomplir notre mission et atteindre nos résultats, nous intervenons dans les domaines suivants :

- promotion du dialogue foi et transformation sociale ;
- promotion de la Justice, de la paix et des droits du citoyen ;
- promotion des initiatives locales de développement ;
- promotion des rapports sains entre l'homme et son environnement ;
- promotion des rapports équitables hommes/femmes. ■

Nos stratégies d'intervention

Nos interventions sont exécutées suivant les stratégies ci-après :

- Plaidoyer ;
- Accompagnement ;
- Sensibilisation et information ;
- Information, Education et Communication (IEC) ;
- Recherche-action ;
- Réseautage, partenariat et participation ;
- Spiritualité-action ;
- Mobilisation des ressources. ■

Nos partenaires à la base

Nos partenaires à la base sont :

- Les femmes ;
- Les jeunes ;
- Les paysans ;
- Les artisans et autres acteurs du secteur informel ;
- Les croyants ;
- Les élèves et les étudiants ;
- Les citoyens. ■

Nos unités de travail

Nos unités de travail comprennent :

A la Direction Générale

- La Cellule de Recherche et Stratégies (CRS)
- Le CIPCRE Conseil & Services (CCS)

Au CIPCRE-Cameroun

- L'Unité de Promotion des Initiatives Locales de Développement (UPILD) ;
- L'Unité Foi et Action Sociale (UFAS) ;
- L'Unité de promotion de l'Education Citoyenne de la Jeunesse (UPEC) ;
- La Cellule Genre et Développement (CGD) ;
- La Cellule de Communication (CECOM).

Au CIPCRE-Bénin

- L'Unité de Promotion des Initiatives Locales de Développement (UPILD) ;
- L'Unité CIPCRE-SU ;
- L'Unité Justice, Paix et Sauvegarde de la Création (JPSC) ;
- La Cellule de Communication (CECOM).
- La Cellule Genre et Développement (CGD) ■

NOS ADRESSES

DIRECTION GENERALE

B.P. 1256
BAFOUSSAM - CAMEROUN
Tél (237) 33 44 66 68
Fax (237) 33 44 66 69
E-Mail: cipcre.dg@cipcre.org

CIPCRE-Cameroun

B.P. 1256,
Bafoussam
Tél (237) 33 44 62 67
Fax (237) 33 44 66 69
E-Mail: cipcre.dg@cipcre.org

CIPCRE-Bénin

B.P. 287, Porto-Novo
Tél (229) 20 22 22 49
Fax (229) 20 22 30 50
E-Mail: cipcre.benin@cipcre.org

CIPCRE-Conseil & Services

B.P. 15059 Yaoundé
Tél (237) 22 23 75 92
Fax (237) 22 23 75 92
E-Mail: ccs@cipcre.org

Site Web : www.cipcre.org